



United Nations
Peacebuilding



Evaluation finale du Projet « Youth LAB »



Netherlands Institute for
Multiparty Democracy

AUTEURS:

Augustin Halerimana

Zéphirin Selemani



MDF Training & Consultancy
Goma, octobre 20

TABLE DES MATIERES

0	RESUME EXECUTIF	3
1	INTRODUCTION	9
2	ETENDUE DE L’EVALUATION ET OBJECTIFS	11
3	APPROCHE ET METHODES D’EVALUATION	13
3.1	Analyse documentaire	13
3.2	Méthode quantitative	13
3.3	Méthode qualitative	14
3.4	Collecte des données et limitations méthodologiques	15
4	ANALYSE DES DONNEES ET PRINCIPAUX RESULTATS	16
4.1	Pertinence	17
4.2	Efficacité	20
4.3	Efficience	27
4.4	Durabilité	27
4.5	Impact	30
4.6	Prise en compte de la dimension genre	33
4.7	Autres aspects évalués	34
5	CONCLUSIONS : PRINCIPALES CONSTATATIONS ET COMMENTAIRES	37
6	BONNES PRATIQUES, LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS CLES	39
6.1	Quelques bonnes pratiques	39
6.2	Quelques leçons apprises	39
6.3	Recommandations générales	40
6.4	Recommandations spécifiques	41
Annex 1	Tableau de performance dans l’atteinte des résultats du projet	43
Annex 2	Liste des enquêteurs	50
Annex 3	Personnes contactées	50
Annex 4	Responsables des partis politiques contactés	52
Annex 5	Documents consultés	53
Annex 6	Termes de référence	54
Annex 7	Outils de collecte des données	57

ABREVIATIONS

CNDD-FDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie
CNL	: Congrès National pour la Liberté
FNL	: Forces Nationales de libération
FRODEBU	: Front pour la Démocratie du Burundi
MDF AC	: Management for Development Foundation Afrique Centrale
PBF	: Fonds pour la Consolidation de la Paix
PBSO	: Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix
RANAC	: Rassemblement National pour le Changement
UPD	: Union pour le Progrès et le Développement
UPRONA	: Union Pour le Progrès National
UNDAF	: United Nations Development Assistance Framework
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population

0 RESUME EXECUTIF

Le projet « *YOUTH LAB (Leaders politiques pour l'Avenir du Burundi)* a été mis en œuvre par l'Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite (NIMD) en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local du Burundi et en partenariat avec le Burundi Leadership Training Program (BLTP en Sigle). Il a obtenu l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix au Burundi et couvre tout le territoire national (18 provinces).

Ce projet vise à contribuer au maintien de la paix au Burundi, à travers la stimulation de la participation non violente des jeunes femmes et des hommes membres des partis politiques, à la vie politique au niveau national et dans leurs partis politiques.

Sa mise en œuvre participe à l'émergence d'un paysage politique plus vaste et plus ouvert conformément à la résolution 2250 des Nations Unies et aux orientations de base sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix au Burundi.

Les résultats attendus tels que décrits dans les documents du projet sont les suivants :

Résultat 1 : *Des jeunes femmes et hommes issus des 7 partis politiques les plus représentatifs en termes de couverture nationale utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle.*

Résultat 2 : *Un noyau de 36 jeunes (femmes et hommes) membres des 7 partis politiques les plus représentatifs formule une stratégie partagée de participation politique pacifique des jeunes du Burundi.*

Résultat 3 : Selon la note technique, le résultat initial « Les 7 partis politiques les plus représentatifs sont plus ouverts aux préoccupations et à la participation politique des jeunes femmes et hommes du Burundi » a été supprimé et remplacé par « *l'organisation de 16 sessions de formation dupliquées de 288 jeunes (H/F) affiliés aux 7 partis politiques dont 36 jeunes du Conseil National de la Jeunesse du Burundi (CNJB) sur les deux modules en lien direct avec la participation politique et pacifique des jeunes* ».

Les cibles du projet sont 504 jeunes (50% femmes) membres des 7 partis politiques les plus présents sur le territoire national à savoir : CNDD-FDD, CNL, UPRONA, Sahwanya FRODEBU, RANAC, UPD et FNL.

La stratégie principale du projet est le renforcement des capacités des jeunes (femmes/hommes) afin de les doter des compétences nécessaires pour jouer pleinement leur rôle de pacification du paysage politique du Burundi.

Initialement prévu pour une durée de 24 mois, le projet a été mis en œuvre pendant 18 mois. Cet écart est dû au retard dans l'exécution à son début ainsi qu'à une suspension temporaire des activités du BLTP pendant la mise en œuvre.

L'évaluation finale intervient dans un contexte particulier caractérisé par la pandémie de COVID-19, qui a obligé tous les pays du monde à limiter les mouvements des personnes entre différents pays et parfois à l'intérieur même du pays. De plus, cette évaluation a lieu après les élections de mai 2020. Pour contourner l'effet limitant de la pandémie sur la faisabilité de l'évaluation, nous avons dû recourir à des méthodes de collecte des données mobiles et à des interactions en ligne entre les enquêteurs sur le terrain et les consultants MDF AC.

Objectifs de l'évaluation

- Cette évaluation vise à apprécier le projet Youth Lab en termes d'efficacité, d'efficacités, de la pertinence en matière de consolidation de la paix et de la durabilité des résultats atteints.
- Fournir au commanditaire et aux parties prenantes au projet les recommandations pour orienter leurs appuis futurs dans le domaine de la consolidation de la paix en général et le renforcement des jeunes leaders politiques pour l'avenir du Burundi en particulier.
- Vérifier le degré de mise en œuvre en indiquant la pertinence des activités et l'acquisition des connaissances et si le projet est une réponse appropriée pour résoudre les problèmes identifiés et pour répondre aux besoins identifiés.
- Etablir le niveau de satisfaction des bénéficiaires et les signes précoces d'impact.
- Apprécier les perceptions des parties prenantes sur la mise en œuvre ainsi que l'appropriation nationale
- Identifier les mécanismes de résilience des jeunes dans un contexte de conflits ainsi que les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre en termes de facteurs favorables et défavorables.
- Voir si le projet a été catalytique, sensible au temps, sensible aux risques de conflit, innovant, sensible au genre.

L'évaluation s'inscrit dans le cadre des mécanismes de redevabilité convenus entre le Fonds pour la Consolidation de la paix (PBF/PBSO), le NIMD/BLTP et le Gouvernement du Burundi qui consiste à faire ensemble le bilan de la performance du projet et tirer des leçons utiles pour la poursuite ou non des interventions relatives aux composantes du projet. En plus des résultats ciblés par le projet, cette évaluation s'est intéressée aussi aux résultats inattendus ainsi qu'à la conception du projet.

Principales conclusions de l'évaluation et principaux constats

Pertinence

Le projet Youth Lab a répondu aux préoccupations et besoins identifiés par toutes les parties prenantes, comme le témoignent 80% des responsables des partis politiques interviewés à ce sujet et 63% des jeunes eux-mêmes. Selon eux, le projet a choisi la meilleure cible pour relever le défi de la paix et de la cohabitation pacifique. La stratégie de renforcement des capacités d'un noyau des jeunes multipartites a pu équiper les jeunes des compétences nécessaires leur permettant de contribuer effectivement à la consolidation de la paix, en si peu de temps. Le projet s'inscrit dans le cadre de la Vision Burundi 2025 car il renforce le pilier 6 relatif à la cohésion sociale. En tant que projet appuyé par le PBF, il contribue à d'autres initiatives nationales et internationales telles que l'UNDAF à son effet 6 et le domaine 1 du PND 2018-2027 relatif à la paix et la gouvernance, d'ailleurs un des thèmes de formation s'en est inspiré.

Efficacité

Le processus d'acquisition des connaissances était efficace car 70% des jeunes formés ont réalisé un écart de plus 30% entre les résultats du prétest et ceux du post-test. De plus, 93,2% des jeunes ayant bénéficié des formations ont témoigné avoir fait usage de leurs nouvelles compétences dans leur participation au sein de leurs partis politiques. Le noyau

multipartite a prouvé son efficacité lors des séances de restitution organisées par les noyaux provinciaux après le cycle des formations.

Le projet YouthLab est efficace car les activités sont adaptées aux objectifs du projet et induisent des changements de comportement tels que ceux repris dans les histoires de succès racontées par les jeunes eux-mêmes. Les partis politiques témoins des changements de comportement des jeunes, les impliquent dans les processus de prise des décisions au sein de leurs partis politiques. En effet selon les résultats de cette évaluation, 67% des jeunes cibles sont intégrés dans les organes de prise des décisions au sein de leurs partis politiques. Ce taux justifie le respect de deux des critères de choix des cibles du projet Youth Lab (jeunes femmes et hommes) : être jeune et membre des instances dirigeantes au niveau provincial et avoir un niveau minimal d'études des humanités.

Les initiatives de l'entrepreneuriat des jeunes se concrétisent par des initiatives de coopératives dans différentes provinces et sont un début de solution à la vulnérabilité économique des jeunes.

L'efficacité du projet a cependant été limitée par trois principaux facteurs : l'arrêt brusque des activités du BLTP qui n'a pas permis la réalisation de toutes les activités prévues dans le projet, la réduction de la durée du projet et le nombre restreint des jeunes participants au projet.

Impact

Le comportement positif adopté par les jeunes cibles à l'issue des formations a influencé les autres jeunes non-cibles qui ont développé à leur tour des comportements de tolérance à l'égard des jeunes des autres partis politiques. Le cas du président de la coopérative de Ngozi est éloquent. En effet, issu des rangs des jeunes imbonerakure du parti au pouvoir, il a pu initier la coopérative des jeunes multipartite de Ngozi et par ce fait, il a démontré aux autres jeunes et à leurs aînés des autres partis politiques que les jeunes de ce parti ne sont pas tous à considérer comme les perturbateurs de l'ordre public, ils sont aussi à mesure d'être responsables et capables de prendre des initiatives positives susceptibles de renforcer la cohésion entre les jeunes jadis adversaires.

Les partis politiques ont aussi valorisé, les nouvelles compétences acquises par les jeunes et ont permis à ce que certains d'entre eux soient intégrés dans les organes de prise de décisions ou se faire inscrire en grand nombre sur les listes électorales en ordre utile. Les jeunes ont aussi joué un rôle positif pendant les élections de 2020 comme en témoigne le nombre réduit des cas de violences enregistrées pendant toute la période de campagne et après le triple scrutin du 20 mai 2020 (législatif, présidentiel et communal). A Kayanza¹, par exemple seuls 3 incidents ont été enregistrés contre plus de 20 incidents lors des autres élections antérieures.

Durabilité

Les jeunes qui forment les noyaux multipartites au niveau de chaque province continuent les séances de sensibilisation et de transfert des compétences au sein de leurs partis politiques respectifs. Ils forment une large plateforme des échanges des jeunes cibles et servira de vivier de la paix dans le pays.

¹ Kayanza est l'une des provinces peuplées du Burundi à fort électorat.

Les efforts de l'entrepreneuriat des jeunes qui se concrétisent par des initiatives de coopératives dans différentes provinces relèvent le défi de la vulnérabilité économique des jeunes afin qu'ils soient capables de participer activement aux activités politiques organisées par leurs partis politiques. Ces initiatives de coopératives lancées et entretenues par les jeunes lauréats des formations dans les différentes provinces mériteraient d'être appuyées financièrement pour garantir un minimum de durabilité de leurs actions.

Efficiences

Le rapport financier indique un taux budgétaire de 81 % (rapport de juin 2020). Il est attendu qu'au 9 septembre à la clôture du projet, le taux de réalisation oscillera entre 84 et 90 %, ce qui est acceptable selon les procédures du PBSO qui fixe le seuil acceptable à 90%. Le coût direct par bénéficiaire qu'on déduit des résultats du projet est de 2803 USD pour un taux de réalisation de 84% ou 2985 pour un taux de 90%. Ce projet est donc efficient.

Prise en compte du genre

Dans le cadre du projet Youth Lab, la dimension genre a été prise en compte dans toutes les étapes. La conception du projet, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation démontrent cette prise en compte du genre à travers des données désagrégées. La plupart des indicateurs ont été désagrégés dans le tableau de performance du projet en annexe. A titre d'exemple, sur 70% des jeunes formés ayant un écart positif de plus de 30%, 32% représente les femmes contre 38% des hommes.

Nous pouvons affirmer que ce projet a été aussi une réponse aux besoins exprimés par les jeunes femmes et les jeunes hommes du Burundi qui aimeraient être soutenus dans leurs efforts de participer activement à la vie politique au sein de leurs partis et à vaste échelle.

Autres critères pertinents considérés par cette évaluation

La cohérence

Le projet est cohérent par rapport aux autres projets PBF qui s'alignent sur les 4 domaines prioritaires de consolidation de la paix² sur lesquels se fondait aussi le Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix du Burundi (PPCP 2014-2018). Il complète celui mis en œuvre par UNFPA, intitulé « Participation des jeunes à la cohésion sociale au niveau communautaire ». Tous les deux projets prônent le dépassement des clivages politiques et obligent les jeunes à travailler ensemble, ils développent aussi l'esprit d'équipe.

Le projet est sensible aux conflits

Dans la conception du projet, il a été mis en place des mécanismes de suivi du contexte afin de détecter tout facteur de conflit qui conduirait à des effets négatifs involontaires. L'organisation des formations résidentielles a permis aux jeunes qui se regardaient jadis en chiens de faïence, de se considérer comme des adversaires politiques qui peuvent engager un débat d'idées sans en arriver aux bagarres ou aux disputes. Le thème de formation sur

² 1) répondre aux changements imminents menaçant le processus de paix, appuyer la mise en œuvre des accords de paix et de dialogue.

2) développer et ou renforcer les capacités nationales pour promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits

3) Soutenir les efforts visant à relancer l'économie et à générer les dividendes de paix immédiats pour l'ensemble de la population

4) remettre en place les services administratifs essentiels et les capacités humaines et techniques correspondantes

la communication non violente ainsi que les soirées de convivialité ont pu aider à anticiper les conflits à travers la promotion d'une communication constructive et d'un cadre approprié pour des discussions apaisées. Les membres de la coopérative de Ngozi (au Nord du pays), ont aussi avoué que les conflits liés à la méfiance et à la divergence des points de vue par rapport à la perspective de leur action commune ont été résolus par eux-mêmes grâce aux acquis de la formation en communication non violente.

Le projet est catalytique

Le programme de formation du projet a connu un tel succès que cela a créé un besoin et une demande d'élargir la formation aux autres jeunes et aux responsables du Conseil National de la Jeunesse du Burundi (CNJB), c'est ce qui a fait l'objet de l'extension du projet qui n'a été réalisée que partiellement. Il serait prévu de reporter ces activités dans un autre projet en négociation avec l'Union Européenne.

Ce projet a aussi éveillé l'attention des parties prenantes sur la nécessité de continuer à renforcer les capacités des femmes des partis politiques pour la paix au Burundi. Les femmes formées dans le cadre du projet Youth Lab, sont donc une cible privilégiée d'un nouveau projet pour la période de 2021-2024, dont le document de projet a été soumis au gouvernement Néerlandais pour le financement.

Le rapport des progrès de juin 2020 indique un exemple d'effet catalytique financier à savoir un projet financé par l'U.E (905 000 USD) et USAID (350 000 USD).

Le projet est sensible au temps

La mise en œuvre du projet a commencé peu avant les élections de mai 2020 et après la crise de 2015 au cours de laquelle les jeunes se sont illustrés par des actes de violence.

Le projet est tolérant aux risques et innovant

Le projet fait le suivi des risques identifiés et repris sur la matrice des risques annexée au document du projet. Ces risques sont analysés en fonction de deux critères principaux, la probabilité d'occurrence et l'impact et des mesures d'atténuation conséquentes sont proposées au regard de chaque risque. Le projet est demeuré ouvert à toute innovation surtout dans l'utilisation des outils de la technologie de l'information pour rester en contact avec les jeunes pendant et après les formations. La contrainte de la pandémie de COVID-19, a obligé les évaluateurs à recourir à la même technologie pour former les enquêteurs en ligne et à utiliser la collecte mobile des données au moyen des smartphones.

Quelques leçons principales apprises

1. Un suivi serré de l'implication du gouvernement à travers le ministère de tutelle ainsi qu'un mécanisme de suivi conjoint à toutes les étapes du projet, permet d'obtenir son implication dans la mise en œuvre du projet.
2. Les activités de convivialité organisées chaque soir pendant les formations ainsi que le fait d'organiser les formations résidentielles ont cassé les barrières idéologiques qui divisaient les jeunes et ont donc permis à chacun d'eux d'être en face du vrai visage humain de l'autre et de réaliser que l'autre n'est pas à priori un ennemi.

A ce sujet le témoignage de démarrage de la première initiative de coopérative lancée à Ngozi (Nord du pays) a été éloquent. De l'aveu des membres de cette coopérative, les conflits liés à la méfiance et à la divergence de visions par rapport à la perspective de leur action commune ont été résolus par eux-mêmes grâce aux acquis de la formation en communication non-violente.

3. La meilleure manière de réduire l'ampleur des conflits fondés sur la méfiance est de favoriser une communication positive fondée sur des faits tangibles qui concourent à la survie des personnes en relation.
4. Engagés et mobilisés pour une cause noble, les jeunes peuvent utiliser leur énergie pour contribuer efficacement à la réduction des antagonismes politiques dont sont souvent victimes leurs aînés.

Quelques recommandations de l'évaluation

✚ Aux partis politiques

- Mener un plaidoyer auprès du Gouvernement ou d'autres acteurs de développement pour obtenir un appui financier et matériel afin de permettre aux jeunes formés de poursuivre les activités de renforcement des capacités des autres jeunes de leurs partis politiques respectifs et d'obtenir un accès aux moyens financiers pour soutenir leurs activités génératrices des revenus.

✚ Au BLTP

- Doter les jeunes du noyau élargi au Conseil National des Jeunes du Burundi (CNJB) des outils nécessaires pour former d'autres jeunes non cibles.
- Prévoir des formations en langue locale (déjà le guide du participant était en français et Kirundi), au niveau communal afin d'atteindre plus de jeunes qui se consacrent à travailler pour lutter contre les violences et les comportements de division dans leurs communautés.
- Mener un plaidoyer auprès du Gouvernement pour influencer la création d'un cadre légal de dialogue permanent entre les jeunes de différents partis politiques. Ce cadre servira de partage de questions liées à la participation pacifique et questions politiques spécifiques des jeunes du Burundi en général et proposer des solutions.

✚ Au Gouvernement

- Continuer à soutenir les initiatives des jeunes femmes et hommes dans le domaine entrepreneurial en leur facilitant les autorisations d'ouverture des coopératives ainsi que l'accès aux crédits auprès des institutions financières.

Créer un environnement légal propice à l'amélioration de la participation des jeunes aux activités politiques dans leurs partis et dans leur pays.

1 INTRODUCTION

L'Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite (NIMD) en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local du Burundi, a obtenu un financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix au Burundi pour la mise en œuvre au Burundi d'un projet intitulé « *YOUTH LAB (Leaders politiques pour l'Avenir de Burundi)* ». Le NIMD est en partenariat avec l'Association sans but lucratif, BLTP (Burundi Leadership Training Program), pour la réalisation du projet.

Le projet vise à contribuer au maintien de la paix au Burundi, à travers la stimulation de la participation non violente des jeunes femmes et des hommes membres des partis politiques à la vie politique au niveau national et dans les partis politiques. Sa mise en œuvre participe à l'émergence d'un paysage politique plus vaste et plus ouvert conformément à la résolution 2250 des Nations Unies et aux orientations de base sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix au Burundi.

Les résultats attendus du projet sont les suivants :

Résultat 1 : Des jeunes femmes et hommes issus des 7 partis politiques les plus représentatifs en termes de couverture nationale utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle.

Produit 1.1 : Un programme de formation est élaboré, adapté au contexte et validé.

Produit 1.2 : Les modules du curriculum sont dispensés par un groupe de formateurs

Produit 1.3 : Un groupe de 504 jeunes (dont 50% de jeunes femmes) membres des partis politiques les plus représentatifs possède les compétences et connaissances nécessaires ;

Pour livrer ces produits et atteindre le résultat 1, le projet a dû organiser 72 formations sur les différents thèmes retenus, entre avril 2019 et octobre 2019, à raison de 4 formations par province.

Résultat 2 : Un noyau de 36 jeunes (femmes et hommes) membres des 7 partis politiques les plus représentatifs formule une stratégie partagée de participation politique pacifique des jeunes du Burundi.

Produit 2.1 : Un noyau fonctionnel de 36 jeunes femmes et hommes est mis en place

Produit 2.2 : Un document de stratégie et son plan d'action sont élaborés

Produit 2.3 : Une campagne de médiatisation et son plan d'actions sont réalisés. Mais la campagne de médiatisation de la stratégie n'a pas eu lieu à cause de la suspension des activités par les autorités politiques.

Résultat 3 : Les 7 partis politiques les plus représentatifs sont plus ouverts aux préoccupations et à la participation politique des jeunes femmes et hommes du Burundi. Dans la note de réorientation, il est indiqué que ce résultat a été supprimé et remplacé par l'organisation de 16 sessions de formation dupliquées de 288 jeunes (H/F) affiliés aux 7 partis politiques dont ceux du CNJB (36) sur les deux modules en lien direct avec la participation politique et pacifique des jeunes. Les perturbations de la mise en œuvre n'ont pas permis au projet de réaliser cet objectif.

Le projet a une couverture nationale (toutes les 18 provinces du pays). Ses groupes cibles sont 504 jeunes dont, 50% de femmes, membres des 7 partis politiques les plus présents sur le territoire national à savoir : CNDD-FDD, CNL, UPRONA, Sahwanya FORDEBU, RANAC, UPD et FNL. Ces 504 jeunes sont répartis à raison de 28 jeunes hommes et femmes par province ; soit 4 par parti politique.

La durée initiale du projet était de 24 mois, de mars 2018 à février 2019 avec un budget de 1 671 715 USD. Le projet a connu un retard dans son exécution à son début ainsi qu'une suspension temporaire des activités. Le retard est lié aux ajustements politiques et la suspension est relative aux impératifs politiques du moment. Ce qui a nécessité une prolongation des activités du projet jusqu'au 09 septembre 2020.

2 ETENDUE DE L'ÉVALUATION ET OBJECTIFS

La présente mission vise l'évaluation du projet en termes d'efficience, d'efficacité, de la pertinence en matière de consolidation de la paix et de la durabilité des résultats atteints en vue de fournir au commanditaire et aux parties prenantes au projet les recommandations pour orienter leurs appuis futurs dans le domaine de la consolidation de la paix en général et le renforcement des jeunes leaders politiques pour l'Avenir du Burundi en particulier. L'évaluation pourra vérifier si le projet a été cohérent, catalytique, sensible au temps, sensible aux risques de conflit, innovant et sensible au genre.

L'évaluation s'inscrit dans le cadre de la redevabilité en permettant au Fonds de pour la Consolidation de la paix (PBF/PBSO), au NIMD/BLTP et au Gouvernement du Burundi de faire le bilan de la performance du projet et en tirant des leçons utiles pour la poursuite ou non des interventions relatives aux composantes du projet.

Spécifiquement, l'évaluation finale indépendante devra :

1. Mesurer le degré de mise en œuvre du projet en indiquant que les activités étaient pertinentes, bien planifiées, bien réalisées avec l'engagement des bénéficiaires cibles (jeunes et responsables des partis politiques) et des acteurs de mise en œuvre. Par exemple, les jeunes ont-ils acquis des connaissances, le noyau de 36 jeunes est-il multipartite, inclusif et contribue au changement de perception des jeunes au sein des partis politiques ?
2. Apprécier dans quelle mesure le projet a contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes identifiés des bénéficiaires dans la formulation du projet, avec référence à la l'analyse de conflit, aux moteurs du conflit et de la paix ;
3. Déterminer le niveau de satisfaction des bénéficiaires, apprécier les signes précoces d'impact ainsi que quelques histoires à succès ;
4. Evaluer la prise en compte de la dimension genre dans la mise en œuvre du projet
5. Apprécier la perception des parties prenantes (bailleur PBF/PBSO, personnel du projet, bénéficiaires, les membres de la communauté, les autorités administratives) sur la mise en œuvre du projet ;
6. Apprécier l'appropriation nationale et les chances de pérennisation des acquis (durabilité) ;
7. Evaluer la performance globale du projet en termes d'efficacité (niveau d'atteinte des résultats), d'efficience (utilisation optimale des ressources) ainsi que la qualité des réalisations par rapport aux prévisions tout en montrant l'articulation avec les priorités nationales et de consolidation de la paix ;
8. Montrer si le projet constitue une meilleure solution pour relever les défis dans le contexte actuel ;

9. Démontrer les mécanismes de résilience des jeunes faces aux facteurs de conflit
10. Identifier les problèmes rencontrés, les facteurs favorables et défavorables et les défis pendant la mise en œuvre du projet ainsi que les solutions apportées ;
11. Documenter les principaux enseignements tirés en termes d'activités, d'approche, de partenariats et de mise en œuvre ;
12. Formuler les recommandations et suggestions sur la mise en œuvre des interventions similaires

3 APPROCHE ET METHODES D'EVALUATION

L'évaluation a utilisé différentes approches méthodologiques :

3.1 Analyse documentaire

L'analyse documentaire a pour objectif principal de collecter les données existantes dans les différents rapports d'études et autres déjà réalisées dans le cadre de ce projet afin de renseigner certains indicateurs liés à l'efficacité, l'efficience, la durabilité et d'identifier ensuite les données complémentaires qu'il faudra collecter par d'autres méthodes. Les rapports d'études antérieures ainsi que les autres documents exploités sont en annexe 4 de ce rapport.

3.2 Méthode quantitative

Les informations quantitatives ont été collectées auprès des jeunes femmes et hommes cibles et non cibles du projet.

Taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon sera alors calculée en fonction de la formule ci-dessous :

$$n = \frac{t^2 \times P(1 - P) \times N}{t^2 \times P(1 - P) + (N - 1) \times y^2}$$

n= taille de l'échantillon

N= taille de la population (cibles du projet = 504 jeunes)

P= proportion attendue d'une réponse de la population (ou proportion réelle). Cette proportion est de 70% (jeunes qui possèdent des compétences et connaissances nécessaires après formations ; voir indicateur 1.3.1 du plan de S-E).

t= intervalle de confiance d'échantillonnage, la valeur type considérée est de 1,96 pour une intervalle de confiance à 95%.

y= marge d'erreur d'échantillonnage, la valeur considérée est de 5%.

L'échantillon des jeunes à interroger est de 196, arrondi à 100 pour résorber l'impact des non répondants au cours de l'évaluation.

La sélection aléatoire a été faite à l'aide de la fonction « RANDBETWEEN » d'Excel et prendra 50% de l'échantillon ci-dessus soit environ **100 jeunes ayant participé au projet**. Deux jeunes (dont 1 femme et 1 homme) ont été choisis au hasard sur la liste de chaque parti politique le plus représentatif ayant participé au projet, ce qui a fait un total de 10 enquêtés au maximum par province.

Comme toutes les provinces du pays sont accessibles, le choix des provinces s'est fait par convenance selon leur emplacement géographique. Dix provinces sur 18 (environ 56%) ont couvert les différents axes du pays, l'Est, l'Ouest, le Nord, le Sud et le centre. Il s'agit de : Cankuzo, Makamba, Cibitoke, Muramvya, Ngozi, Kayanza, Bururi, Rumonge, Bujumbura Mairie et Gitega.

L'autre moitié de l'échantillon **a été composée des jeunes non-cibles du projet**. Ces jeunes ont servi de comparaison avec les bénéficiaires directs du projet. A chaque jeune cible correspond un jeune non-cible du projet. Les enquêteurs demandaient que chaque jeune retenu dans l'échantillon invite son ami(e)/ voisin(e)/ connaissance qui remplit les mêmes critères : être du même parti politique, être membre des instances dirigeantes au niveau provincial, avoir le même sexe, résider dans la même entité géographique (village/Avenue/Commune), avoir l'âge ne dépassant pas 35 ans, ainsi qu'une formation minimale d'études secondaires achevées.

3.3 Méthode qualitative

Des entretiens semi-structurés ont été organisés auprès des personnes clés qui ont été directement impliquées ou qui ont suivi de près la mise en œuvre du projet et qui ont joué un rôle dans l'atteinte des résultats.

Les histoires de changement ont été collectées auprès de tous les jeunes faisant partie du Noyau national (36) à travers un outil approprié et analysées, afin d'identifier les changements observés et les changements significatifs qui se distinguent des autres. Ces jeunes ont été élus par leurs pairs pendant le processus de renforcement des capacités, ceux-ci devaient poursuivre la formation de leurs pairs au niveau provincial et feront le suivi de ce qui se passe dans leur province en matière de participation des jeunes aux activités politiques.

La validation des changements les plus significatifs (les succès du projet) a été réalisée selon l'approche de cotation à travers une échelle définie à cet effet.

Les histoires combinées aux interviews et les informations tirées de la revue des documents nous permettent de formuler une déclaration de contribution très significative qui fait partie du rapport.

Les entretiens ont été organisés avec l'équipe du projet, le point focal du Bailleur, les formateurs, les responsables provinciaux des partis politiques et le Conseiller au Ministère de l'Intérieur.

- Au total 18 entretiens ont été organisés dont 10 avec les responsables des partis politiques au niveau provincial ; soit un responsable par province sélectionnée.

La répartition des informateurs clés des partis politiques à interviewer est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Table 1 : Répartition des informateurs clés par province sélectionnée

Province/Parti politique	CNDD-FDD	CNL	FNL	RANAC	SAHWANYA-FRODEBU	UPRONA	UPD-ZIGAMIBANGA
Cankuzo							X
Makamba					X		
Cibitoke	X						
Muramvya						X	
Ngozi	X						
Kayanza		X					
Bururi						X	
Rumonge		X					
Bujumbura Mairie			X				
Gitega				X			

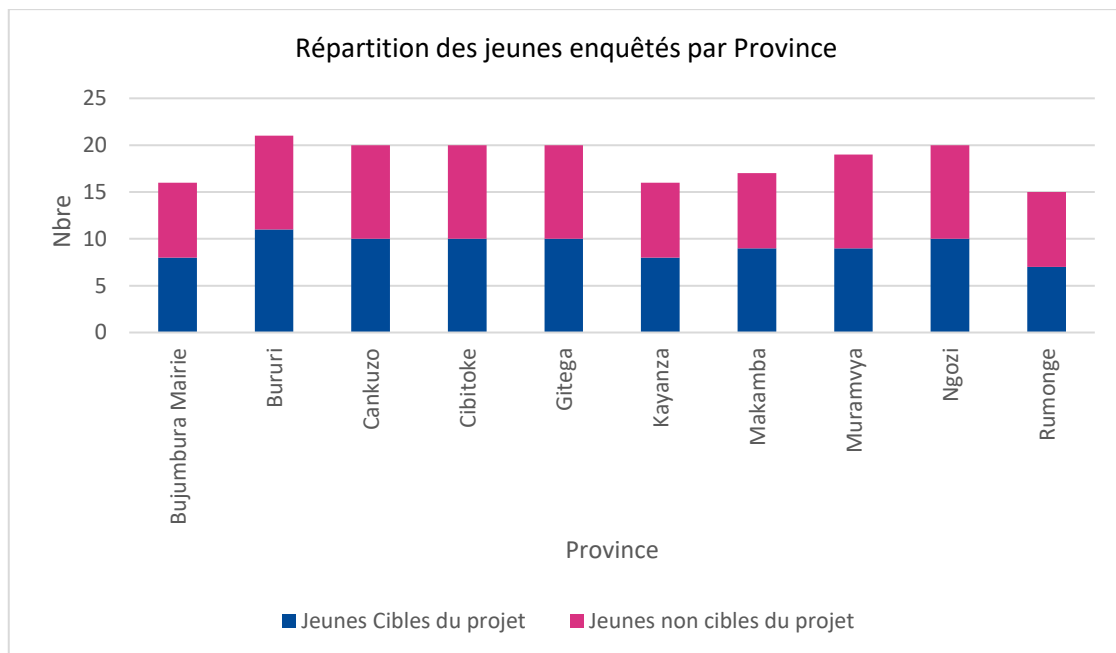
3.4 Collecte des données et limitations méthodologiques

L'évaluation finale intervient dans un contexte particulier lié à la présence de la pandémie à du coronavirus qui a obligé presque tous les pays du monde à la fermeture des frontières limitant ainsi les mouvements des personnes entre différents pays. Cette limitation a forcé les évaluateurs à utiliser la technologie de l'information pour la formation des enquêteurs à distance et pour la collecte de certaines données en ligne par les deux investigateurs de MDF AC. Les enquêteurs ont été recrutés avec le concours de l'équipe du projet. Afin de permettre à toutes les parties prenantes à accéder à la base des données à temps réel quelle que soit la distance, les enquêteurs ont dû procéder à la collecte mobile des données au moyen des smartphones.

4 ANALYSE DES DONNEES ET PRINCIPAUX RESULTATS

L'échantillon sélectionné est de 200 jeunes, cependant nous avons interrogé 184 jeunes, ce qui fait qu'il y a eu au total 16 jeunes non répondants pour les données quantitatives. Leur répartition par province est présentée dans la figure ci-dessous.

Figure 1: Répartition des jeunes enquêtés par province



Source : Mission de l'évaluation finale du projet Youth LAB

Le niveau d'instruction des jeunes enquêtés est largement représenté par les humanités secondaires achevées (53%) et 46% ont eu accès aux études universitaires.

La majorité de jeunes enquêtés est mariée (64%) tandis que 34% sont des célibataires. Ils ont un âge moyen de 31,4 ans et sont plus engagés dans des professions indépendantes (débrouillardise) qui représente 35% de l'ensemble des enquêtés. Le travail rémunéré, le commerce et l'agriculture représentent respectivement 35%, 11% et 7%.

La plupart des jeunes ont adhéré aux partis politiques dans un intervalle entre 0 et 5 ans (59%) tandis que 22% le sont pour une période entre 6 et 10 ans. Leur position dans le parti politique est au niveau provincial (41% des jeunes) alors que 34% est au niveau communal.

4.1 Pertinence

Alignement sur les instruments d'orientation stratégique nationaux et internationaux.

Le projet YOUTH LAB s'inscrit dans le cadre de la vision 2025 sous le pilier 6 portant sur la cohésion sociale et sous la question transversale : Jeunesse. En effet, la vision Burundi 2025 stipule à cet égard, ce qui suit : « la vision 2025 envisage de mettre en place une politique d'encadrement articulée notamment sur l'éducation civique, l'esprit d'entreprise, l'initiation à la vie professionnelle, l'apprentissage des arts et métiers à travers les centres de formation et la dynamisation des filières de formation technique, professionnelle et sportive ».

Le projet s'aligne aussi sur la fenêtre spécifique du PBF relative à l'initiative de promotion de la jeunesse et s'aligne aussi à l'effet 6 de UNDAF³

Le projet Youth LAB contribue aussi à la réalisation de l'ODD 16 « Paix, Justice et Institutions efficaces » et à la Résolution des N.U 2250 relative à la jeunesse. Il apporte une contribution à l'orientation stratégique 2 : développer le capital humain. L'axe 7 du Plan National de Développement du Burundi (PND 2018-2027) sur l'emploi décent et jeunesse est pris en compte dans la formation sur l'entrepreneuriat des jeunes. Les jeunes sont entrain de saisir cette opportunité pour créer des coopératives et réunir des moyens sous forme des cotisations pour soutenir leurs projets. Ce qui est intéressant est que les initiatives économiques renforcent la solidarité et l'esprit d'équipe entre les jeunes, ce qui pave le chemin vers la cohabitation pacifique.

Le projet Youth LAB est un des projets PBF qui s'inscrit dans le domaine 1 du PND relatif à la paix et la gouvernance. Ce point a fait l'objet d'un des thèmes retenus pour le renforcement des capacités des jeunes.

Le projet a agi sur les facteurs institutionnels faisant obstacles à la participation politique des jeunes femmes et hommes.

Ce projet ne s'adresse qu'aux jeunes (une cohorte de 501 jeunes sur les 504 ciblés) pour renforcer leur rôle d'agent de changement dans leurs partis politiques respectifs. Après les activités du projet, 68 jeunes cibles interviewés sur 92 (soit 74%) pensent que leurs voix sont prises en compte dans le processus de prise des décisions au sein des organes délibérants de leurs partis politiques.

Avant le projet Youth Lab, 63 jeunes sur 92 (soit 68,5%) ont affirmé qu'il y avait une faible participation des jeunes aux activités politiques. Pour 59% de ces jeunes, l'ignorance de leur rôle dans un parti politique, le manque de considération des jeunes par les vieux leaders des partis politiques, la non présence des jeunes dans les organes de prise de décisions du parti, la mauvaise réputation de certains partis politiques suite aux agressions commises envers d'autres partis faisaient que les jeunes soient peu motivés à participer aux activités politiques. Les lois en vigueur ont réglé la question de quotas de la participation des femmes, mais elles n'ont pas encore formalisé le quota des jeunes en le rendant obligatoire. Le plan national de

³ Effet 6: D'ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables utilisent équitablement les services d'institutions qui garantissent la redevabilité, la paix, l'égalité de genre, la justice, et le respect des droits de l'homme de manière efficace, indépendante et transparente.

développement y fait mention, mais il reste encore à franchir un pas vers l'institutionnalisation de ce quota par des lois.

Ce constat est corroboré par les déclarations des responsables des partis politiques qui confirment que les jeunes étaient marginalisés en raison de leur jeune âge, leur manque d'expérience. Ils étaient très sollicités et utilisés par les politiciens pour provoquer les violences. Quand il s'agissait de négocier un poste dans un parti politique, les vieux hommes se rétractaient en disant que ce n'était pas propice d'envoyer des enfants : « *si aho gutuma umwana* » en kirundi, qui veut dire littéralement « ce n'est pas là où nous pouvons envoyer un enfant », stéréotype qu'on collait aux jeunes hommes et femmes et qui explique l'exclusion de cette catégorie de population à la vie politique. Ce stéréotype a changé depuis que le noyau des jeunes multipartites formés par le projet s'est investi dans la restitution des connaissances acquises pendant les formations, dans les différentes provinces.

D'autres réponses des jeunes interrogés ont fait référence aux préjugés des vieux à leur rencontre : les jeunes ont peur de s'exprimer en public, sont incapables d'être en association pour mieux jouer un rôle dans un parti politique. De plus, les hommes politiques étaient en « insécurité » et ils ne cherchaient pas à détecter les capacités des futurs leaders de peur d'être remplacés. Pour les jeunes intégrés dans les partis politiques, on notait une faible qualité dans leur contribution, leur implication dans la prise des décisions et occupaient faiblement les instances dirigeantes. Ils étaient surtout utilisés pour faire peur aux autres partis politiques.

Le projet a apporté un début de réponse à l'influence des facteurs socio- culturels sur la participation politique des jeunes femmes et hommes

Ces facteurs socio-culturels ont été pris en compte dans le processus de formation, qui constitue la stratégie par excellence d'acquisition des compétences dans les domaines ayant un lien direct avec l'ouverture des partis politiques à l'égard de l'apport des jeunes dans leurs activités politiques. Tous les thèmes retenus pour les formations contribuent à renforcer la participation politique des jeunes.

L'éveil créé par le projet dans le chef des 501 jeunes répartis dans les 18 provinces du pays a pu changer la donne au sein des partis politiques qui ont aligné plus de jeunes que lors du scrutin passé. Dans certaines provinces, des partis politiques comme le FRODEBU ont quasiment alignés les jeunes sur leurs listes électorales bloquées.

Pourtant, avant le projet Youth Lab, les jeunes enquêtés pensaient que la politique était réservée aux vieux. Un parti a même été cité par ces jeunes comme étant un « Parti des Vieux » et les jeunes avaient peur de se prononcer comme membre de ce parti. Ces jeunes sous-estimaient leurs compétences en politique et même ceux-là qui devenaient membres ne parvenaient pas à s'affirmer au sein de leur parti politique.

La pratique dans les différents partis politiques montre clairement que la conception selon laquelle les jeunes sont bons pour les activités de propagande et de mobilisation est encore largement répandue, comme l'indique cette déclaration récurrente des anciens des partis « *votre tour viendra, ne vous pressez pas* ». Mais il existe des partis politiques qui sont soucieux de la promotion des jeunes, comme l'a déclaré un responsable du parti politique FRODEBU à l'égard des responsables du BLTP « maintenant nous sommes satisfaits du

renforcement des capacités des responsables, il est temps de penser aux jeunes ». Cet avis est partagé par plusieurs dirigeants, bien que les approches pour y parvenir diffèrent d'un parti politique à l'autre.

Quant aux jeunes femmes, ces dernières pensaient que la politique était réservée uniquement aux seuls hommes. En plus les femmes étaient bloquées par leurs conjoints parce qu'elles doivent s'occuper prioritairement des tâches ménagères et des enfants.

Ce constat corrobore les observations des responsables politiques interviewés au cours de cette évaluation. Pour eux, les partis politiques répondaient moins favorablement aux besoins des jeunes femmes qui étaient moins nombreuses que les hommes dans la participation politique et peu représentées dans les organes de prise des décisions des partis politiques. Les hommes prenaient toujours les devants, les femmes ne pouvaient pas parler devant les hommes, étaient faibles et ont beaucoup des travaux à faire à la maison. Même si le cadre légal favorise la participation des femmes, la mentalité les élimine quelque soient leurs compétences.

Les compétences acquises par les jeunes au cours des formations leur a permis de bousculer les attitudes et de s'exprimer librement dans les fora organisés par les partis politiques.

Certains partis comme le CNL se félicitent d'avoir aligné deux femmes têtes de liste et plusieurs autres en deuxième et troisième position.

Selon les relevés de l'AFRABU (Association des femmes rapatriées du Burundi), les femmes se réjouissent des avancées réalisées par les acteurs politiques dans l'amélioration de la représentativité des femmes dans les institutions politiques du pays. En effet, nous notons **39% (après cooptation)** de représentation des femmes à l'Assemblée Nationale, 30% au gouvernement et 16% à la tête des provinces. Pour les élections collinaires, seules 5 255 femmes sont candidates sur un total de 25963 candidats (soit 20%).

La coordinatrice de cette association, Marie Concessa Barubike, constate qu'une amélioration s'observe surtout au niveau de l'Assemblée Nationale où les femmes représentent 36% avant cooptation contre 23% en 2015 (avant cooptation). Elle attribue cette avancée au fait que les femmes étaient bien positionnées sur les têtes des listes électorales. En effet, le code électoral précise en son article 173 que parmi les trois personnes successives sur la tête de liste, il doit y avoir au moins une femme.

La loi est muette au sujet de l'âge, elle n'impose pas un quota pour les jeunes.

Les facteurs économiques prise en compte dans les activités du projet YOUTH LAB

Malgré leur niveau d'instruction, les jeunes hommes et femmes ont dit que la pauvreté et la recherche des profits faisaient que leur participation aux activités politiques soit limitée. Cela se justifierait par les cotisations régulières en faveur du parti ou encore les activités de campagne qui nécessitent de fonds importants alors que la plupart des jeunes vivent de la débrouillardise ou sont au chômage. Par conséquent, ils consacrent tout leur temps à des activités lucratives plutôt qu'à des activités politiques qui sont à majorité bénévoles. De plus, la culture politique du pays accorde plus de poids aux politiciens nantis qu'à ceux qui sont financièrement démunis.

L'autonomie financière devient ici la cause de marginalisation des jeunes. Aussi l'engagement politique et le dévouement d'un membre d'un parti politique se mesurait pour la plupart des cas par rapport au poids de ses cotisations. Ce facteur a été pris en compte au cours de la

formation « Entrepreneuriat des jeunes : dimension économique pour l’auto-emploi et éléments pour un renforcement du positionnement politique » dont les retombées sont palpables à travers les initiatives de coopératives développées par chacun des noyaux multipartites provinciaux.

Aux regards de toutes les considérations ci-haut, le projet Youth Lab est une nécessité pour apporter une solution aux problèmes qui freinent la participation politique et pacifique des jeunes femmes et hommes burundais. Le groupe cible choisi est un bon partenaire limitrophe sur lequel agir pour provoquer les changements attendus en termes de consolidation de la paix.

4.2 Efficacité

L’analyse de l’efficacité répond aux questions spécifiques pour mesurer le degré de réalisation des objectifs du projet, c’est -à- dire le jugement de l’intervention en fonction de ses résultats 1, 2 et 3.

Le résultat 1 du projet prévoyait que les jeunes femmes et hommes issus des 7 partis politiques les plus représentatifs utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis politiques et à plus vaste échelle. La mesure d’atteinte de ce résultat a été effectuée à l’aide de ses deux indicateurs :

Au regard du premier indicateur de planification qui prévoyait 80%, 70% des jeunes femmes et hommes ayant participé aux formations sur les 4 modules ont réalisé un écart supérieur ou égal à 30% dont 32% des femmes et 38% des hommes. Ces formations ont permis aux jeunes d’acquérir des connaissances sur les différents thèmes abordés.

Table 2 : Proportion des participants ayant réalisé un écart de cote entre le post-test et le prétest \geq 30% des points

Sexe des participants	Module Démocratie	Module Dialogue	Module Entrepreneuriat	Module Leadership	Ensemble 4 modules
F	29%	34%	44%	23%	32%
M	35%	56%	41%	19%	38%
Ensemble	64%	90%	85%	42%	70%

Source : Rapport sur la situation de référence et les connaissances acquises par les jeunes, fév. 2020, page 14.

Le second indicateur prévoyait que 100% des jeunes dont 50% femmes témoigne de l’utilisation des connaissances et compétences acquises au sein de leurs partis politiques. Ainsi, 93,2 % des jeunes ont exprimé leur satisfaction après les formations et ont témoigné de l’utilisation de leurs compétences soit immédiatement à partir des exercices et travaux pratiques auxquels ils étaient soumis pendant toutes les formations, soit après celles-ci sous forme des actions menées au sein de leurs partis politiques ou par l’animation des séances de restitution. Les actions réalisées sont répertoriées dans le rapport sur l’utilisation des compétences⁴.

⁴ Rapport sur l’utilisation des compétences, pages 25 et 26 ;

Quant au résultat 2, le noyau multipartite de 36 jeunes dont 17 femmes a été mis en place. D'abord interrompu par la suspension qui a frappé les activités du BLTP par le Ministère de l'Intérieur au mois de décembre 2019, ce noyau multipartite a pu être fonctionnel sur le plan opérationnel à travers la conception de leur plan de travail, la définition d'orientations stratégiques pour une participation politique pacifique des jeunes. C'est le même noyau qui a pu préparer les sessions de restitution des résultats des formations aux leaders politiques dans les 18 provinces et qui les a animées. Les activités de restitution ont impliqué l'ensemble des 501 jeunes formés totalement dans tout le pays.

Par ailleurs, ce noyau a utilisé les orientations du Plan National de Développement 2018-2027, en ce qui concerne la participation des jeunes au processus de consolidation de la paix afin de mieux préparer leur plaidoyer pour la prise en compte des besoins des jeunes dans la gestion des politiques publiques dans le pays. Les partis politiques sont plus ouverts à la participation politique des jeunes.

L'équipe du projet a continué à garder contact avec le noyau multipartite des 36 jeunes par Whatsapp, pour les engager dans la réalisation des orientations stratégiques de participation politique pacifique, en dépit de la suspension du projet, a confirmé le responsable du projet. Cela a permis de suivre l'engagement des jeunes formés dans le processus électoral et d'apprécier leur rôle dans la pacification des tensions dans leurs milieux pour des élections apaisées.

Concernant le Résultat 3 relatif à l'ouverture des 7 partis politiques les plus représentatifs aux préoccupations et à la participation politique des jeunes femmes et hommes du Burundi, il est indiqué dans la note d'orientation qu'il a été supprimé et remplacé par l'organisation de 16 sessions de formation dupliquées de 288 jeunes (H/F) affiliés aux 7 partis politiques dont ceux du CNJB (36) sur les deux modules en lien direct avec la participation politique et pacifique des jeunes. Les perturbations de la mise en œuvre n'ont pas permis au projet de réaliser les activités prévues sous ce résultat révisé lors de l'extension.

4.2.1 Perception des jeunes sur l'efficacité du projet

L'analyse des données a révélé que sur 92 jeunes cibles du projet interrogés à l'évaluation finale, 98% affirment que le projet a apporté des changements dans leur participation aux activités politiques et sur une échelle allant de 1 à 5, 75 d'entre-deux (83 %) participent à la prise des décisions dans leurs partis politiques. Leur participation dans la prise des décisions s'illustre par des exemples ci-dessous selon les différents niveaux :

- National : les jeunes sont consultés pour la désignation des candidats sur les listes électorales bloquées des députés et conseillers communaux ;
- Provincial : les jeunes sont représentés dans les comités provinciaux des partis et leurs opinions sont prises en compte lors des réunions. Un jeune parle de la participation des jeunes dans le parti qui a doublé pendant le projet Youth Lab. Un jeune est président du parti FNL au niveau provincial.

- Communal : actuellement certains jeunes sont membres du bureau communal du parti, ont participé au choix des représentants du parti au niveau communal ainsi qu'à la confection des listes des candidats du parti à la CEPI et à la CECI. Ils participent également à la planification des réunions des femmes au niveau communal.

La majorité des jeunes ciblés du projet interrogés (96%) affirment que les activités réalisées étaient adaptées aux objectifs du projet. Cependant seuls 50 % de ces jeunes estiment que les objectifs ont été atteints. Parmi les facteurs qui ont déterminé la réalisation de ces objectifs, ils ont principalement cité :

- Les formateurs compétents et engagés ;
- Le contenu des formations adapté aux besoins des jeunes ;
- L'implication totale du BLTP ;
- Le dynamisme et l'implication des jeunes cibles du projet qui ont un niveau d'études permettant la compréhension et l'intégration ;
- Le respect du genre dans la sélection des cibles du projet ;
- L'accueil, les conditions favorables d'hébergement (tous les participants logés et nourris ensemble) ;
- Le changement de comportement des jeunes cibles du projet : ils sont devenus unis et s'aiment, cohabitent pacifiquement pendant les formations malgré la différence de leurs partis politiques ;
- L'implication du Gouvernement.

De leur côté, 100% des responsables des partis politiques interrogés à ce propos sont d'avis que les activités réalisées étaient celles attendues pour résoudre le problème de la faible participation des jeunes aux activités politiques. Ils évoquent comme raisons principales les thèmes choisis pour les formations, les activités de restitution, les conditions de travail ainsi que la compétence des formateurs.

Selon les déclarations de ces responsables des partis politiques, 80% sont satisfaits des résultats du projet, alors que 20% sont restés insatisfaits. Les raisons principales de leur satisfaction corroborent celles évoquées par les jeunes, il s'agit principalement de :

- = Formateurs compétents, ce qui a favorisé la bonne compréhension de la matière
- = Bonne cohabitation des jeunes des différents partis politiques
- = Les formations ont renforcé les capacités des jeunes à la participation dans les activités politiques ;
- = Le projet a aidé le travail en synergie, les campagnes électorales ont été faites dans la tranquillité totale grâce à l'implication des jeunes devenus plus disciplinés, création d'un climat d'entente mutuelle entre jeunes multipartites.

- = Certains jeunes formés démontrent un changement de comportement positif en essayant d'initier de petits projets de développement (création des activités génératrices des revenus).

Les 20% insatisfaits évoquent les facteurs ayant limité l'atteinte des objectifs du projet : l'arrêt brusque des activités du BLTP qui n'a pas permis la réalisation de toutes les activités du projet, la réduction de la durée du projet et le nombre restreint des jeunes participants au projet.

En ce qui concerne le calendrier des activités, il convient de noter que celui-ci a été perturbé par la mesure de leur suspension, la lenteur du processus d'adhésion des autorités politiques aux objectifs du projet, les incompréhensions survenues à Muramvya lors de la réunion du noyau national et le contexte de reprise des fonctions des nouvelles autorités des institutions après les élections de mai 2020.

La communication non violente abordée comme l'un des thèmes de renforcement des capacités des jeunes a beaucoup contribué à l'introspection des jeunes formés et nombreux d'entre eux ont changé de comportement. En effet, au début des formations il y avait un climat timide et par la suite, il a évolué positivement.

Selon toujours les jeunes ciblés du projet, les thèmes abordés pendant les formations ont mis le doigt sur les vrais problèmes de tolérance et d'acceptation mutuelle et ont permis aux jeunes de s'engager dans les actions d'influence positive des comportements de leurs camarades non cibles à travers les séances de restitution animées au sein de leurs partis politiques respectifs.. Les formations ont permis de détendre le climat de méfiance et le renforcement des relations entre jeunes des différents partis politiques. Les jeunes des autres partis politiques constatent l'existence d'un minimum de renforcement des relations entre eux et même avec les jeunes du parti au pouvoir, alors que cela était difficile il y a quelques temps, s'est exprimé un jeune formé. Le projet a créé en eux l'esprit d'entreprendre ensemble sans regarder le parti dont chacun est issu.

En ce qui concerne la prise en compte des voix des jeunes dans le processus de prise des décisions, les résultats de cette évaluation indiquent que 74% des jeunes pensent qu'elle est élevée (cotes de 3 à 5). Ils illustrent cela par la participation aux votes lors de la prise des décisions et aux élections des dirigeants du parti, la constitution des listes électorales inclusives et l'approbation de la proposition faite par les jeunes de destituer le représentant du parti qui a défailli.

Concernant les apprentissages reçus, les jeunes formés se sont exprimés sur leurs niveaux d'application aux regards des différents modules comme l'illustre le tableau ci-dessous qui résume les résultats de l'évaluation sur cet aspect du projet.

Table 3 : Niveaux d'application des enseignements reçus par les jeunes pendant les formations

	Module Dialogue	Module Entrepreneuriat	Module Leadership	Module Démocratique
Appliqué dans mon travail	35	62	31	19
Partagé avec mes collègues	48	18	42	50
Partagé avec mon leadership	7	1	13	18
Prévu pour l'appliquer dans mon travail mais je n'ai pas encore eu la possibilité de le faire	2	9	2	4
Rien n'est fait avec ça jusqu'à présent	0	2	4	1
Total	92	92	92	92

Source : Mission de l'évaluation finale du projet Youth LAB

Il ressort de ce tableau que les enseignements issus de 2 modules ont été les plus partagés et mis en application, effet direct attendu pour tout processus de formation. Il s'agit des modules dialogue, communication non violente et le module entrepreneuriat. Ils sont suivis par les modules leadership et démocratie.

S'agissant de l'implication des responsables des partis politiques dans la planification et la mise en œuvre du projet, 76% des jeunes répondants estiment que leurs responsables ont été impliqués. Cependant, leur influence sur les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre n'est pas démontrée. Il s'agit principalement de la suspension des activités par les autorités politiques mais aussi l'insuffisance des moyens financiers pour que les jeunes initient les activités entrepreneuriales.

En plus des responsables des partis politiques, les autres informateurs clés interviewés soutiennent aussi que le projet a fortement contribué à apporter des changements dans les comportements des jeunes. En effet, le taux de violence chez les jeunes de différents partis politiques a diminué, cela a été visible pendant les formations mais aussi pendant les élections. Pour ne prendre que l'exemple de Kayanza, pendant les élections 2015, on a compté une vingtaine d'incidents alors que lors des élections de mai 2020, on en a compté seulement trois (3).

Les responsables des partis politiques sont à 100% unanimes que les formations suivies ont éveillé les jeunes au point d'initier leurs petits projets de développement et s'impliquer effectivement dans les activités de leurs partis politiques.

Le climat de tolérance et de solidarité créé par le projet a poussé certains jeunes à aller au secours de leurs collègues d'autres partis politiques incarcérés pour des raisons politiques.

Les jeunes femmes se sont aussi activement impliquées dans les activités de leurs partis politiques. Les défauts des partis politiques ont été partagés entre les jeunes sans faux-

fuyants. On note une décrispation du climat politique après les formations des jeunes. Les jeunes de différents partis politiques formés dans le cadre du projet Youth Lab ont créé un système de communication entre eux, ils se sont mobilisés pour développer un discours de paix et de tolérance à l'égard de leurs collègues non-cibles.

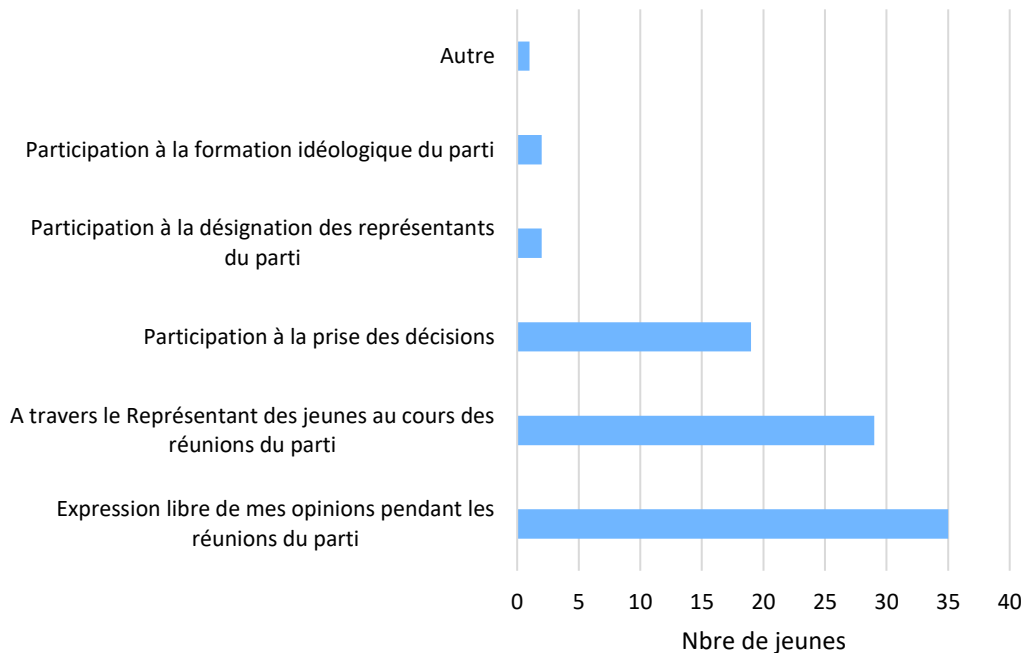
Quelques effets attendus du projet

Répondant à la question sur les effets dont ils sont fiers aujourd'hui, les responsables des partis politiques ont épinglé les changements suivants :

- Les jeunes ne sont plus agressifs, ils observent les principes de non-violence dans leurs partis politiques et dans leurs communications avec leurs pairs
- Les jeunes sont capables de monter leurs projets de développement, ils ont l'esprit d'innovation alors qu'avant le projet leurs yeux étaient plaqués sur l'Etat
- Participation massive et positive des jeunes aux activités de leurs partis respectifs, surtout pendant la dernière campagne électorale ;
- La jeunesse est devenue responsable et s'organise pour trouver des solutions locales à leur vulnérabilité économique ;
- Le leadership des jeunes et leur dynamisme ont promu leur participation efficace aux activités politiques de leurs partis, leurs idées ont changé positivement, ils n'ont plus peur de s'exprimer dans les fora organisés par leurs partis politiques ou dans les réunions organisées par les membres du gouvernement au niveau local ;
- Certains jeunes ont changé de comportements, ils ont compris leur rôle, ils ont tissé de bonnes relations avec d'autres jeunes d'autres partis politiques et se soutiennent mutuellement surtout en situation difficile ;
- Au moment de la confection des listes des candidats aux élections législatives et communales, ces derniers sollicitaient d'être placés en positions utiles sur les listes proposées par leurs partis politiques. ;

La figure ci-dessous résume les résultats tirés de l'évaluation au sujet de l'implication des jeunes dans les activités politiques dans leurs partis politiques respectifs.

Figure 2 : Comment les jeunes cibles du projet se sentent impliqués dans les activités politiques ?



Source : Mission de l'évaluation finale du projet Youth LAB

D'autres parties prenantes interviewées sur ce même sujet ont renchéri en déclarant qu'elles observent désormais que les jeunes des partis politiques de l'opposition collaborent avec ceux du parti au pouvoir et travaillent ensemble. Comme le témoigne cette exclamation de l'administrateur de la commune de CIBITOKÉ « *c'est la première fois que je vois les jeunes des partis politiques différents participer vraiment aux activités de la commune* ». Le gouverneur de Gitega quant à lui, a tout simplement utilisé le noyau des jeunes multipartites formés par le projet, pour aller calmer les tensions sur les collines pendant les élections.

Les jeunes discutent aisément en défendant leurs intérêts politiques avec les autres jeunes des différents partis politiques.

4.2.2 Quelques effets inattendus

- Les jeunes ont acquis les compétences de restitution, il y a eu une cohésion inattendue entre eux qui leur a permis de travailler en commun accord ;
- Le réveil des consciences et la participation active des jeunes dans la mobilisation et surtout la revendication de leur place dans les organes décisionnels ;

- La crainte entre les jeunes a été dissipée et ils coopèrent sans arrière-pensée.
- Un jeune du parti CNL, membre du noyau multipartite provincial a été rétrogradé car il a été accusé par son parti de jouer le jeu des autres jeunes du parti au pouvoir en collaborant avec eux sur des projets initiés ensemble.,

4.3 Efficience

Selon le rapport financier, le taux de réalisation budgétaire est de 81 % (rapport de juin 2020). Il est attendu qu'au 9 septembre à la clôture opérationnelle du projet, le taux de réalisation oscillera entre 84% et 90 %, ce qui est acceptable selon les procédures du PBSO qui fixe le seuil acceptable à 90% . Si nous considérons la suspension des activités pendant au moins 3 mois, le taux effectif de réalisation sera de 84% à 90 %, atteint en 12 mois de travail effectif sur 18 mois qui étaient initialement prévus.

A part les retards et les suspensions des activités, la sous-consommation du budget à ce stade, s'explique aussi en partie par la fluctuation de la monnaie alors que les dépenses se font en monnaie locale. Toutefois, les investissements réalisés sont proportionnels aux résultats attendus car dans un processus de renforcement des capacités, la logistique est un élément important qui crée un environnement favorable à l'apprentissage et ceci a un coût. Le retard dans la mise en œuvre du projet a eu un impact sur l'organisation logistique, car il fallait concentrer toutes les formations sur une courte période de temps. Sur une période de 20 semaines, le projet a organisé 72 formations avec un staff réduit de 3 personnes qui a travaillé avec 17 consultants formateurs, 18 rapporteurs et 4 consultants pour le développement des thèmes (contenu). Ce retard n'a pas eu un impact sur le budget.

L'analyse coût /efficacité indique que le coût direct par bénéficiaire est estimé soit à 2803 \$ ou à 2985 \$ selon que l'on considère un taux de réalisation de 84 % ou de 90 % pour 504 bénéficiaires directs. Si un projet similaire devait se dérouler dans la même zone d'intervention et dans les mêmes conditions que le projet Youth Lab, il n'y aura pas d'écart car le coût renseigné de 2803 \$ à 2985 \$ pourrait être inférieur à celui du projet similaire grâce aux bonnes pratiques de négociation des prix des services et du respect des procédures internes de contrôle des dépenses et d'achat des services.

4.4 Durabilité

Des éléments de durabilité ont été initiés par l'équipe du projet. Il s'agit principalement de :

- la concertation avec le Ministère de l'Intérieur pour la relecture, l'adaptation et l'enrichissement du curriculum de formation qui a permis au ministère de comprendre que le projet était complémentaire à son action ;

- la signature d'une convention de partenariat avec engagement du Ministère de l'Intérieur dans la mobilisation des acteurs clés à travers les correspondances aux gouverneurs des provinces et aux responsables provinciaux des partis politiques ;
- le lancement du projet Youth Lab par le Ministre de l'Intérieur avec le soutien aux activités de formation dans toutes les provinces ;
- l'appropriation du projet par le cabinet du Ministre : au moins 5 cadres du Ministère seraient capables d'expliquer et de défendre le projet ;
- la mise en place d'un comité technique mixte qui est en communication permanente à travers un groupe whatsapp ;
- la mise en place du noyau des jeunes avec intégration de quelques jeunes du CNJB pour la poursuite des formations des autres jeunes.

L'évaluation relève qu'environ 96% des répondants cibles du projet se sentent plus impliqués aujourd'hui dans les activités politiques de leurs partis, ce qui leur permet de continuer à influencer des changements au sein du parti même après le projet.

Selon 67% des jeunes cibles interrogés, les mesures ont été prises pour renforcer durablement leur participation dans la prise des décisions au sein de leurs partis politiques dont les principales sont essentiellement politiques. Il s'agit alors des mesures telles que :

- la poursuite à l'interne de l'intensification des sensibilisations et la formation d'un grand nombre des jeunes en vue de renforcer leurs compétences et influencer leurs attitudes en vue d'une participation et implication accrues aux activités des partis politiques ;
- Intégration continue des jeunes femmes et hommes dans les organes décisionnels à tous les niveaux afin de redynamiser les équipes du parti ;
- Mise à la disposition de tous les membres du parti y compris les jeunes, des statuts du parti, du cadre légal du parti et d'autres documents utiles afin qu'ils s'approprient la vision et la mission de leur parti politique.
- Implication des jeunes à la participation active dans la formation idéologique des partis politiques ;
- Réserver les places aux jeunes femmes et hommes sur les listes électorales ainsi que dans les comités de campagne électorale.

- Mobilisation des ressources pour continuer à former un grand nombre de jeunes sur l'entrepreneuriat et en leur apportant un appui financier nécessaire.

S'agissant de la poursuite des activités après l'arrêt du financement, 41% des jeunes cibles répondants pensent que c'est possible contre 59% qui ont répondu par la négative. Les mesures prises pour assurer la poursuite des activités sont répertoriées ci-dessous mais concernent essentiellement les jeunes eux-mêmes.

Mesures prises pour la poursuite des activités après l'arrêt du financement

- Les jeunes créent des associations à l'exemple de CJUDI (Coopérative des Jeunes Unis pour le Développement Intégral à Ngozi) pour que, malgré la suspension des activités du projet et la fin de financement, leur travail continue.
- Ils envisagent également d'initier la coalition des jeunes de tous les partis politiques et de créer des tontines. La coalition des jeunes servira de cadre de dialogue permanent pour l'ensemble des jeunes même après le projet.
- Les jeunes qui ont participé à la formation sont en train de s'organiser eux-mêmes pour dispenser les formations même dans les collines et les zones.
- Les jeunes des partis se sont engagés dans les groupements pour rester en contact et assurer leur auto- développement.
- Continuer les échanges entre jeunes à travers le groupe whatsapp

Commentaire:

La stratégie de sortie visant à trouver les meilleures voies pour mener à terme le projet Youth Lab avec des avantages durables n'avait pas été bien planifiée. Cette stratégie de sortie permettrait de limiter les surprises de l'arrêt brusque des activités à la fin du projet. Il n'existe pas un plan de sortie intégré dans le projet dès sa conception pour espérer sa durabilité. Seule une note d'extension du projet comprend une section sur la réorientation des activités du projet dans le sens d'en amplifier les résultats et d'en assurer la pérennité.

Les jeunes femmes et hommes ont acquis des connaissances et des compétences, mais des moyens sont nécessaires pour qu'ils puissent les transmettre à leur tour à d'autres jeunes de leurs partis qui n'ont pas eu la chance d'être sélectionnés parmi les cibles. C'est à cela qu'auraient servi les formations dupliquées, qui sont malheureusement bloquées.

Le projet prévoit des alternatives pour contourner l'arrêt des activités telles que: faire des paquets de supports pédagogiques à envoyer aux jeunes à travers les directions des partis afin d'appuyer la duplication. Le groupe des 504 jeunes bénéficiaires du projet YouthLab seront repris dans le projet en négociation avec l'Union Européenne, afin de leur offrir la possibilité d'utiliser leurs nouvelles compétences.

Une approche participative permettrait de renforcer l'appropriation du projet par toutes les parties prenantes, étant donné que celle-ci assurera la durabilité des bénéfices du projet.

Les responsables des partis politiques ont à leur tour proposé ce qui suit:

- Continuer les séances des restitutions dans les partis politiques ainsi que les couvertures médiatiques des actions menées par le noyau des jeunes ciblés dans les communes
- Sensibiliser les leaders des partis politiques à s'engager à organiser des activités de renforcement des capacités à l'intention d'autres jeunes en utilisant les supports pédagogiques du projet ainsi que le savoir-faire des jeunes formés

Les autres parties prenantes extérieures ont proposé d'influencer un cadre légal permanent de rencontre entre les jeunes multipartites qui commencerait par réunir de façon permanente, les 504 jeunes ciblés par le projet et qui ferait par la suite tâche d'huile.

Elles ont insisté sur l'implication de tous les acteurs politiques y compris les autorités administratives et ont proposé d'aider les jeunes à préparer un document de plaidoyer pour obtenir l'appui du gouvernement dans la poursuite des activités de renforcement des capacités des jeunes.

4.5 Impact

De manière générale, le projet a eu un effet positif sur la population burundaise. Le comportement des jeunes femmes et hommes formés par le projet Youth Lab a eu des effets boule de neige sur l'ensemble des jeunes aux élections de mai 2020 au Burundi. Elles ont été les moins violentes avant, pendant et après le triple scrutin.

Cet effet boule de neige est confirmé par les jeunes eux-mêmes. En effet, les jeunes femmes et hommes de 7 principaux partis politiques non cibles du projet ont déclaré avoir déjà entendu parler du projet Youth Lab, à raison de 54 sur 92 (soit 59%) de répondants. Les canaux par lesquels sont passés les messages sont les suivants:

Table 4 : Canaux par lesquels sont passés les messages relatifs au projet Youth Lab

Partis politiques/canaux	Bouche à oreille	Pendant la réunion de notre Parti	la Radio
CNDD-FDD	4	1	0
CNL	6	3	1
FNL	7	2	0
RANAC	4	2	1
SAHWANYA-FRODEBU	7	1	0
UPD-ZIGAMIBANGA	5	2	0
UPRONA	5	3	0
Total	38	14	2

Source : Mission de l'évaluation finale du projet Youth LAB

Pendant la mise en œuvre du projet, 36 jeunes formés sur 4 modules de formation ont été sélectionnés sur base de critères convenus pour constituer le noyau multipartite chargé de concevoir et de faire appliquer un plan stratégique pour une participation politique et pacifique des jeunes en perspective des élections de 2020 au Burundi. Ce noyau est composé de 2 délégués par province élus par leurs pairs en respectant les équilibres politique et de genre. Ces membres du noyau représentent tous les autres jeunes formés et devra défendre les intérêts de tous les jeunes sans distinction de parti politique.

Ainsi, les jeunes non cibles du projet souhaitent que leurs préoccupations soient prises en compte en y incluant les éléments suivants:

- Le rôle des jeunes dans les partis politiques ;
- Les jeunes dans les instances décisionnelles des partis politiques;
- Rapprochement des jeunes des différents partis politiques ;
- Développement de l'entrepreneuriat des jeunes ;
- Projets types de développement pour les jeunes et cohabitation pacifique ;
- Financement des projets des jeunes pour l'auto- développement.

Toutefois, le noyau qui a un triple mandat (technique, social et de représentation) n'a pu réaliser qu'une partie de son mandat technique suite à la suspension des activités par les autorités politiques.

4.5.1 Effets orientés vers l'impact

Les jeunes non-cibles du projet se sont exprimés au sujet de l'augmentation de la participation des jeunes femmes et hommes à la vie politique. En effet pour eux :

- Le nombre des jeunes femmes élues aux législatives de mai 2020 a augmenté. L'Association AFRABU parle de 36% des femmes avant cooptation contre 23 % en 2015. Bien que la représentation des femmes se soit améliorée par rapport au quota minimum fixé par la loi (30%), le chemin à parcourir est encore long pour ce qui est de la représentativité des jeunes dans les institutions.
- Bon déroulement des élections avec la participation des jeunes, bonne cohabitation après les élections, pas de manifestations violentes enregistrées.
- Participation active aux réunions du parti et aux activités de développement communal, les cotisations du parti sont données par les jeunes principalement ;
- Organisation des associations de développement par les jeunes de différents partis politiques. Ces associations renforcent la solidarité entre jeunes et constituent des mini-plateformes qui travaillent pour la paix et la cohésion nationale.

Les jeunes cibles ont partagé des exemples de changements de comportements vécus dans les partis politiques influencés par le projet :

Promotion des jeunes au sein des partis politiques : Dans la province de Rumonge, une jeune femme, Marie Jeanne MINANI, formée par le projet a été promue par son parti (UPRONA) en qualité de responsable de la promotion de la candidature féminine dans la commune urbaine de Rumonge durant les élections de mai 2020. En provinces de Mwaro et de Kirundo, Gérard NDAYISENGA, Faustine MUNEZERO et Viateur HABIMANA ont été nommés respectivement par leur parti politique CNDD-FDD comme membres du comité provincial. Ces jeunes ont confirmé que cette promotion est due essentiellement aux nouvelles compétences acquises à l'issue des formations organisées par le projet.

Inscription de plusieurs jeunes sur les listes électorales : Plusieurs jeunes ont bénéficié des faveurs de leurs partis politiques tels que le FRODEBU-Bubanza qui reprit sur ses listes 3 jeunes sur 4 candidats proposés.

Sur 28 jeunes formés à Bubanza, 5 sont membres des CEPI et CECI. Un meilleur positionnement dans les organes de prise des décisions, donne aux jeunes formés la possibilité de prêcher la paix et la cohabitation pacifique aux autres jeunes dont l'activisme politique est encore teinté d'une inclinaison vers la violence.

De manière générale, **les jeunes formés ont affiché un comportement positif** pendant toute la période électorale, cela est dû aux formations suivies dans le cadre du projet.

4.5.2 Quelques histoires de succès

MUSONERWA ALIDA du parti CNDD FDD Province BUBANZA

Dans les années antérieures, on observait des cas des jeunes de différents partis politiques en train de se battre ici et là, brûlait des permanences des partis opposés aux siens. Avec les échanges organisés par BLTP, ça va dans notre province de Bubanza. Maintenant à l'heure où je vous parle, nous sommes vraiment soudés à tel point que nous les jeunes, nous sommes même invités à participer aux fêtes organisées par les partis politiques opposés.

NYANDWI Éric du parti FRODEBU Province NGOZI

Le changement a été profondément observé non seulement de ma part mais aussi de la part de la communauté. Cela s'explique du fait que malgré nos différences politiques nous avons cessé les conflits entre les jeunes membres des partis politiques différents. En outre, grâce aux acquis des formations organisées par le projet, nous avons initié dans notre entourage (circonscription de Ngozi), un cadre de rencontre entre nous les jeunes des 7 partis politiques. De ce cadre, nous avons créé une coopérative qui a plusieurs missions et vision de développement. Les participants sont les jeunes de la province Ngozi des 7 partis politiques et l'administration locale. La coopérative s'appelle Coopérative des jeunes unis pour le développement, CJUDI en sigle, qui est le fruit des formations du BLTP et nous avons déjà l'agrément du Ministère.

HABIMANA Viateur du parti CNDD FDD Province KIRUNDO

Depuis que nous avons reçu les formations du BLTP, nous cohabitons pacifiquement avec les jeunes des autres partis politiques. Nous communiquons avec les gens des autres partis politiques pour trouver une solution ensemble devant un problème.

Nous avons plaidé pour les gens des autres formations politiques pour leur libération. Cela a permis à la communauté de me considérer comme un jeune sans violence et les gens viennent me consulter pour les aider à sortir de leurs disputes.

J'ai aussi réussi à être candidat au conseil communal et demain je suis candidat au poste d'administrateur.

Célestin NDUWAYO du parti CNDD FDD Province Kayanza

Le changement observé chez nous à Kayanza se remarque par la diminution sensible des agressions entre les jeunes des différents partis politiques. Le changement n'a pas concerné seulement nous les jeunes formés même ceux que nous avons représentés. Avant, pendant et après les élections jusque maintenant, seuls trois cas d'agressions ont été observés dans notre province entre les jeunes des partis politiques différents alors qu'avant ces cas étaient nombreux, plus d'une vingtaine. Le projet a changé les relations interpartis chez nous les jeunes. Aujourd'hui on se voit comme des frères.

4.6 Prise en compte de la dimension genre

Le Burundi dispose d'une Constitution nationale revue et promulguée en juin 2018 qui prône l'égalité de genre (voir ses articles 13 et 22). Aujourd'hui, dans plusieurs pays d'Afrique et malgré les lois votées, les femmes restent un groupe marginalisé avec moins des possibilités d'accroître leur influence et leur accès dans la politique. Les obstacles à la prise en compte du genre sont constitués par les normes culturelles et sociales comme dit plus haut, qui peuvent exclure les femmes de possibilités politiques.

Dans le cadre du projet Youth Lab, la dimension genre a été prise en compte dans toutes les étapes du cycle du projet.

Tout d'abord, au stade de la conception du projet, la planification des bénéficiaires directs à former était de 50 % des jeunes hommes et 50% des jeunes femmes. Deux résultats sur les 3 que compte le projet Youth Lab étaient formulés en tenant compte de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce qui a été observé pendant le recrutement des bénéficiaires.

Sur base des critères liés à l'âge, le niveau d'instruction, de représentation égalitaire des jeunes femmes, chacun des 7 partis politiques les plus représentatifs a inscrit 4 jeunes dont 2 femmes dans chacune des 18 provinces du Burundi. Il a été de même pour le recrutement de l'équipe des formateurs.

Les responsables de suivi et évaluation ont collectés des données désagrégées pour renseigner chaque indicateur retenu dans le cadre des résultats (voir le tableau de performance du projet présenté en annexe 1). Tous les rapports de formation présentent les données désagrégées des participants. Les études sur l'acquisition des connaissances

et des compétences ont aussi mis en exergue cet aspect de genre. Le choix des échantillons parmi les répondants a respecté la répartition de 50% de répondants jeunes femmes et 50% de jeunes hommes.

Dans le noyau multipartite, la prévision dans le projet était d'avoir 50% de jeunes femmes élues. Sur les 36 élus, 17 sont des jeunes femmes, soit 47,20%. Ce faible déséquilibre est surtout lié à l'indisponibilité (liée à l'état physique) de certaines participantes qui remplissaient les conditions de membres du noyau mais empêchées pour cause de grossesse.

4.7 Autres aspects évalués

4.7.1 Cohérence

Le projet est cohérent par rapport aux autres projets PBF qui s'alignent sur les 4 domaines prioritaires de consolidation de la paix. Ce projet complète celui mis en œuvre par UNFPA, intitulé « Participation des jeunes à la cohésion sociale au niveau communautaire ». Ce projet a utilisé l'approche HIMO comme stratégie de base pour renforcer la participation des jeunes à la cohésion sociale et à la participation à la construction du pays, alors que le projet Youth Lab s'est basé sur le renforcement des capacités des jeunes. Tous les deux projets prônent le dépassement des clivages politiques et obligent les jeunes à travailler ensemble, ils développent aussi l'esprit d'équipe.

4.7.2 Sensibilité aux conflits

Dans la conception du projet, il a été mis en place des mécanismes de suivi du contexte afin de détecter tout facteur de conflit qui conduirait à des effets négatifs involontaires. L'organisation des formations résidentielles a permis aux jeunes qui se regardaient jadis en chiens de faïence, de se considérer comme des adversaires politiques qui peuvent engager un débat d'idées sans en arriver aux bagarres ou aux disputes. Le thème de formation sur la communication non violente a pu aider à anticiper les conflits à travers la promotion d'une communication constructive. De plus, les soirées de convivialité organisées chaque jour après les séances de formation ont créé un cadre propice pour des échanges dans un climat détendu et apaisé.

4.7.3 Catalytique

Le programme de formation du projet a connu un tel succès que cela a créé un besoin et une demande d'élargir la formation aux autres jeunes et aux responsables du Conseil National de la Jeunesse du Burundi (CNJB), c'est ce qui a fait l'objet de la formulation de l'extension du projet. Il est prévu de reporter ces activités dans un autre projet en négociation avec l'Union Européenne.

Ce projet a aussi éveillé l'attention des parties prenantes sur la nécessité de continuer à renforcer les capacités des femmes des partis politiques pour la paix au Burundi. Les femmes formées dans le cadre du projet Youth Lab, sont donc une cible privilégiée d'un nouveau projet pour la période de 2021-2024, dont le document de projet a été soumis au gouvernement Néerlandais pour le financement.

Un autre exemple d'un effet catalytique à rappeler consiste en un projet appuyé par deux bailleurs à savoir l'U.E et USAID.

4.7.4 Sensibilité au temps

La mise en œuvre du projet a commencé peu avant les élections de mai 2020 et après la crise de 2015 au cours de laquelle les jeunes se sont illustrés par des actes de violence. Malgré le retard connu dans la mise en œuvre des activités, le projet a réussi à organiser toutes les 72 formations à temps utile, ce qui a permis aux jeunes d'utiliser leurs compétences pour jouer un rôle positif au cours des campagnes électorales et après les élections du mois de mai 2020.

4.7.5 Tolérance aux risques et innovations

Le projet fait le suivi des risques identifiés et repris sur la matrice des risques annexée au document du projet. Ces risques sont analysés en fonction de deux critères principaux, la probabilité d'occurrence et l'impact afin de proposer des mesures d'atténuation conséquentes. Le projet est demeuré ouvert à toute innovation surtout dans l'utilisation des outils de la technologie de l'information, notamment le WhatsApp pour demeurer en contact avec les jeunes pendant et après les formations. La contrainte de la pandémie de COVID-19, a obligé les évaluateurs à recourir à la même technologie pour former les enquêteurs en ligne et utiliser la collecte mobile des données au moyen des smartphones.

5 CONCLUSIONS : PRINCIPALES CONSTATATIONS ET COMMENTAIRES

PERTINENCE

Le projet Youth Lab a répondu aux préoccupations et besoins identifiés par toutes les parties prenantes, comme le témoignent 80% des responsables des partis politiques interviewés à ce sujet et 63% des jeunes eux-mêmes. Selon eux, le projet a choisi la meilleure cible pour relever le défi de la paix et de la cohabitation pacifique. Les autres parties prenantes pensent aussi que le projet est une bonne solution car ils provoquent beaucoup d'effets inattendus et plus de résultats en si peu de temps. Le projet est aussi aligné aux documents stratégiques du pays (PND 2018-2027), la résolution 2250 , UNDAF à son effet 6 et l'ODD 16 « *Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusive* » à travers les activités de la paix, la justice et la cohésion sociale.

EFFICACITE

Le processus d'acquisition des connaissances a été efficace car l'écart des résultats du prétest et ceux du post-test est de plus de 30 % pour **70%** des jeunes formés. Les activités du projet sont adaptées aux objectifs, selon les déclarations de 96% de jeunes enquêtés, les jeunes ont acquis des compétences dont ils font usage dans leurs partis politiques, 93,2% des jeunes l'ont témoigné.

Les partis politiques témoignent des changements de comportement des jeunes et les impliquent dans les processus de prise des décisions au sein de leurs partis politiques. En effet, **67%** des jeunes cibles ont déclaré que les jeunes sont désormais intégrés dans les organes de prise des décisions au sein de leurs partis politiques. Le projet a influencé le changement des comportements comme le témoignent les histoires de succès racontées par les jeunes eux-mêmes.

EFFICIENCE

Le rapport financier de juin 2020 indique un taux de réalisation de 81%. En effet, le coût direct par bénéficiaire est estimé à \$2803 ou \$2985 selon que le taux de réalisation est de 84% ou 90%. Ce projet est donc efficace car un projet similaire mis en œuvre dans le même contexte n'aurait pas un coût direct par bénéficiaire, inférieur à celui-ci car ce coût résulte aussi de bonnes pratiques telles que le respect des procédures dans l'engagement des dépenses du projet.

De plus malgré les arrêts ayant réduit la durée effective de mise en œuvre à 18 mois, le projet a réussi à organiser toutes les formations dans une période de 20 semaines avec seulement 3 staffs du projet et une équipe de 8 formateurs externes et 8 assistants externes.

DURABILITE

Le noyau multipartite est inclusif et joue un rôle positif dans le changement des comportements des jeunes. Il constitue un précurseur de la plateforme à travers laquelle les jeunes continuent à échanger. Les groupes de solidarités créés pour mettre en œuvre des activités génératrices continueront à renforcer la cohésion entre les jeunes de plusieurs partis politiques et constitue une solution pour lutter contre la vulnérabilité des jeunes et ainsi leur permettre de participer activement aux activités de leurs partis respectifs. Le projet a stimulé l'éveil des consciences des jeunes qui sont désormais conscients de leur rôle dans la pacification du paysage politique de leur pays.

IMPACT

Le comportement positif adopté par les jeunes cibles à l'issue des formations a influencé les autres jeunes non-cibles qui ont développé à leur tour des comportements de tolérance à l'égard des jeunes des autres partis politiques. Les partis politiques ont aussi valorisé, les nouvelles compétences acquises par les jeunes et ont permis à ce que certains d'entre eux soient intégrés dans les organes de prise de décisions ou se faire inscrire en grand nombre sur les listes électorales en ordre utile. Les jeunes ont aussi joué un rôle positif pendant les élections de 2020 comme en témoigne le nombre réduit des cas de violences enregistrées pendant toute la période de campagne et après le triple scrutin du 20 mai 2020 (législatif, présidentiel et communal).

PRISE EN COMPTE DU GENRE

La dimension genre a été prise en compte dans toutes les étapes à savoir la conception du projet, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. L'échantillon de départ du projet tient compte de l'équilibre genre car il comprend 50% des jeunes femmes et 50% des jeunes hommes. Le document de projet, les rapports de formation ainsi que ceux de différentes études réalisées ont aussi respecté ce principe. Pour ces dernières, le choix des échantillons parmi les répondants a respecté la répartition de 50% de jeunes hommes et 50% de jeunes femmes. Les jeunes femmes ont aussi acquis des connaissances comme le témoigne l'indicateur de mesure dans le tableau de performance en annexe.

6 BONNES PRATIQUES, LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS

6.1 Quelques bonnes pratiques

- Un bon choix du groupe cible sur lequel agir pour provoquer le changement voulu est un gage de succès du projet. Le projet Youth Lab s'est donc appuyé sur les bénéficiaires appropriés que sont les jeunes membres des partis politiques les plus représentatifs
- Les activités de convivialité organisées chaque soir pendant les formations ainsi que le fait d'organiser les formations résidentielles ont cassé les barrières idéologiques qui divisaient les jeunes et ont donc permis à chacun des jeunes d'être en face du vrai visage humain de l'autre et de réaliser que l'autre n'est pas un ennemi
- Les initiatives de créer des groupes WhatsApp et des coopératives sont efficaces pour promouvoir les échanges entre les jeunes et constituent une ébauche d'une plateforme pour maintenir les interactions avec les jeunes après leurs formations.

6.2 Quelques leçons apprises

- Un suivi régulier et serré de la part du chargé du partenariat du projet permet de renforcer l'adhésion des autorités politiques au projet.
- Certaines femmes qui avaient les capacités d'être parmi les meilleures bénéficiaires du projet et faire partie du noyau ont interrompu les activités du projet parce qu'elles devaient observer une période de repos avant, pendant et après accouchement. Cet aspect social limite la participation des femmes aux activités de leurs partis politiques et partant compromet leur représentativité et leur intégration de la femme dans les instances de la prise des décisions.
- L'engagement des parties prenantes est requis à toutes les étapes du cycle du projet, de la conception à la clôture en passant par la mise en œuvre des activités, le suivi et l'évaluation, pour espérer obtenir leur adhésion totale au projet.
- La meilleure manière de réduire l'ampleur des conflits fondés sur la méfiance est de favoriser une communication positive basée sur des faits tangibles qui concourent à la survie des personnes en relation.

- Engagés et mobilisés pour une cause noble, les jeunes peuvent utiliser leur énergie pour contribuer efficacement à la réduction des antagonismes politiques dont sont souvent victimes leurs aînés.

6.3 Recommandations générales

Par rapport à l'efficacité

Aux jeunes formés/les responsables des partis politiques

- Poursuivre la transmission des connaissances acquises pendant les formations à d'autres jeunes de leurs partis politiques pour une participation accrue et pacifique à la vie politique.

Au BLTP

- Parachever les activités du projet en permettant aux jeunes du noyau élargi au CNJB de disposer des outils nécessaires pour former les autres jeunes. En effet les activités du noyau élargi à quelques membres du Conseil National des Jeunes du Burundi ont été planifiées dans la phase d'extension du projet (voir note d'orientation technique) dans la période allant de mars à août 2020, mais selon les informations recueillies, elles ont été suspendues.

Par rapport à la durabilité

Au BLTP

- Mener un plaidoyer auprès du Gouvernement pour la création d'un cadre légal de dialogue permanent entre les jeunes de différents partis politiques. Ce cadre servira au partage de questions liées à la participation pacifique et aux questions politiques spécifiques des jeunes du Burundi en général afin de proposer des solutions appropriées.
 - S'assurer par un suivi régulier que les engagements dans le cadre de la mise en œuvre du projet sont observés par les deux parties.

Aux responsables provinciaux des partis politiques

- Mener un plaidoyer auprès du Gouvernement ou d'autres acteurs de développement pour obtenir un appui financier et matériel pour permettre aux jeunes formés la poursuite de renforcement des capacités des autres jeunes de leurs partis politiques respectifs ;
- Prendre un engagement pour l'organisation des activités de renforcement des capacités de tous les jeunes de leurs partis politiques en utilisant les jeunes formés dans le cadre du projet Youth Lab ;

- Poursuivre le rajeunissement des membres des organes décisionnels en y intégrant les jeunes femmes et les jeunes hommes de leurs partis politiques à tous les niveaux.

Au Gouvernement

Créer un environnement légal qui renforce la participation des jeunes à la vie politique du pays à l'instar de ce que prévoit la loi au sujet de la représentativité des femmes dans les instances de la vie politique du pays.

Par rapport à la pertinence

Au BLTP

- Prévoir des activités de renforcement des capacités orientées préférentiellement aux femmes des partis politiques pour la paix au Burundi tout en tenant compte des exigences de leur responsabilité de maternité ;
- Prévoir des formations en langue locale, au niveau communal afin d'atteindre plus de jeunes qui se consacrent à travailler pour lutter contre les violences et les comportements de division dans leurs communautés.

Aux responsables des partis politiques

- Encourager l'adhésion de plus de femmes dans leurs partis politiques respectifs en organisant les activités politiques en fonction des obligations ménagères et de maternité.
- Soutenir la cause des jeunes auprès de toutes les parties prenantes de la vie politique au Burundi.

6.4 Recommandations spécifiques

Au BLTP

- Impliquer les bénéficiaires dans toutes les étapes de planification du projet afin d'en favoriser l'appropriation;
- Adapter le temps consacré aux différentes formations sur base du volume des modules;
- Organiser dans l'avenir des formations en cascade en Kirundi pour donner la chance aux jeunes non instruits à suivre à leur tour la même formation. Ainsi, la duplication en sera facilitée ;

- Impliquer activement les représentants des partis politiques dans la mise en oeuvre du projet ;
- Former les jeunes sur le plan d'affaires et les accompagner dans la recherche des financements.

Aux Partis politiques

- Définir les quotas des jeunes dans les différentes instances de prise de décision des partis politiques;
- Eviter d'utiliser les jeunes à des fins politiciennes.

Aux BLTP, Partis politiques et Gouvernement

- Organiser les formations des jeunes à grande échelle jusqu'au niveau communal;
- Associer les jeunes des partis politiques et ceux de la société civile aux formations organisées;
- Prévoir des fonds pour permettre de former les autres jeunes;
- Mettre en place un système de formation continue au niveau collinaire;
- Respecter le partenariat, impliquer d'autres acteurs politiques clés et résoudre les problèmes à temps;
- Renforcer l'entrepreneuriat des jeunes en approfondissant le module y relatif et les appuyer financièrement;
- Prévoir des mesures d'accompagnement des jeunes dans le cadre des activités entrepreneuriales.

Annex 1 Tableau de performance dans l'atteinte des résultats du projet

Résultats et produits	Indicateurs	Donnée de base	Cible de fin de projet	Résultats atteints	Source de vérification	Commentaires/appréciations
Résultat 1 : Des jeunes femmes et hommes issus des partis politiques les plus représentatifs sur terrain utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle.	<i>Indicateur 1.1 : % des participants jeunes hommes et jeunes femmes à la formation ayant réalisé un écart positif de 30% entre le prétest et le post-test.</i>	0%	<i>80% des jeunes formés dont 50% de femmes ont augmenté leurs compétences</i>	70%	<i>Rapport sur la situation de référence et les connaissances acquises par les jeunes pendant les formations</i>	<i>70% des participants ont réalisé un écart des cotes entre les résultats du prétest et du post test supérieur à 30% dont 32% des femmes et 38% des hommes.</i>
	Indicateur 1.2 : % de jeunes hommes dont 50% femmes témoignant de l'utilisation des connaissances et compétences acquises au sein de leurs partis politiques	0%	100%	93.2%	Etude sur l'utilisation des compétences des jeunes, leurs perceptions et des histoires de succès, complété par les données de l'évaluation finale.	Les témoignages se font par modules, soit 98% pour le module Dialogue ; 87% pour l'entrepreneuriat ; 93.5 % pour le leadership et 94.6 % pour le module Démocratie. La moyenne est estimée à 93.2%

Résultats et produits	Indicateurs	Donnée de base	Cible de fin de projet	Résultats atteints	Source de vérification	Commentaires/appréciations
Produit 1.1 : Un programme de formation est élaboré, adapté au contexte et validé. Les thèmes incluront la démocratie, bonne gouvernance et citoyenneté ; le leadership, politique et égalité des sexes ; Dialogue, communication non-violente, plaidoyer et Lobbying ; entrepreneuriat des jeunes : dimension économique pour l'auto-emploi et éléments pour un renforcement du positionnement politique.	Indicateur 1.1.1 : Un document de Programme de formation élaboré, adapté au contexte et validé	0	Un programme validé avec 4 modules de formation	<i>4 modules de formation validés après enrichissement du parcours de formation par le Ministère de l'Intérieur et mise à niveau des 18 formateurs.</i>	Rapports des formations Rapport semestriel Youth Lab 2019	<i>Validation officielle du curriculum de formation au cours d'une cérémonie de lancement officiel du projet sous la présidence du Ministre de l'Intérieur avec la participation des acteurs clés parmi lesquels les présidents des 7 partis politiques, représentants des mouvements des jeunes femmes et hommes, gouverneurs des provinces, ST de PBF au Burundi et certains PTF Les 4 modules validés sont : Démocratie, bonne gouvernance et citoyenneté, Dialogue, communication non violente, plaidoyer et lobbying, Entrepreneuriat, Leadership et égalité des sexes.</i>
	Indicateur 1.1.2 : Nombre de jeunes formés (dont 50% de jeunes femmes) membres des partis politiques les plus représentatifs	0	504 jeunes formés dont 50% de jeunes femmes	501 jeunes formés dont 50% jeunes femmes	Rapports des formations <i>Rapport sur la situation de référence et les connaissances acquises par les jeunes pendant les formations</i> Rapport annuel NIMD 2019	<i>La différence est constituée par de cas d'abandon</i>

Résultats et produits	Indicateurs	Donnée de base	Cible de fin de projet	Résultats atteints	Source de vérification	Commentaires/appréciations
	Indicateur 1.2.1: Nombre de modules dispensés dans toutes les 18 provinces	0	4 modules dispensés dans chaque province	4 modules dispensés dans chaque province	Rapports des formations	<i>72 sessions de formations résidentielles ont été dispensées dans les 18 provinces du Burundi à raison de 4 sessions par province</i>
	Indicateur 1.2.2 : % de jeunes formés dont 50% des femmes, exprimant une satisfaction après les formations	0%	70 %	83,6%	<i>Rapport sur la situation de référence et les connaissances acquises par les jeunes pendant les formations</i>	83,6% des participants ont été suffisamment ou totalement satisfaits après les formations pour les 4 modules
Produit 1.3 : Un groupe de 504 jeunes (dont 50% de jeunes femmes) membres des partis politiques les plus représentatifs possède les compétences et connaissances nécessaires	Indicateur 1.3.1: % de jeunes dont les femmes ayant réussi le post test (après les formations) avec un écart de 30 % entre les résultats du prétest et celui de post-test	0%	70 %	70%	<i>Rapport sur la situation de référence et les connaissances acquises par les jeunes pendant les formations</i>	Pour l'ensemble des modules, 70% des participants ont réalisé un écart des cotes entre les résultats du prétest et du post test supérieur à 30% dont 32% des femmes et 38% des hommes
Résultat 2 : Un noyau de 36 jeunes femmes et hommes (dont 50% des femmes) représentant les jeunes formés membres des partis politiques les plus représentatifs	Indicateur 2.1 : % de participants au projet Youth LAB qui considèrent que leurs préoccupations sont représentées dans la Stratégie partagée.	0	80%	-	Rapport annuel NIMD 2019 Rapport de l'évaluation finale indépendante	Noyau mis en place et dispose d'un mandat et d'un chronogramme d'intervention. Comme les activités du noyau sont réalisées pendant la phase d'extension du projet, cette dernière n'a pas prévue la diffusion du plan stratégique aux autres jeunes.

Résultats et produits	Indicateurs	Donnée de base	Cible de fin de projet	Résultats atteints	Source de vérification	Commentaires/appréciations
formulent de manière participative une stratégie de participation politique pacifique des jeunes et appuient sa mise en œuvre.	Indicateur 2.2 : % de jeunes non ciblés qui estiment que leurs préoccupations sont défendues par le Youth LAB.	0%	50%	21%	Rapport de l'évaluation finale indépendante	Le noyau, qui a un triple mandat (technique, social et de représentation) n'a pu réaliser qu'en partie son mandat technique qui se rapporte aux activités du projet suite à la suspension des activités par les autorités politiques.
Produit 2.1 : Un noyau fonctionnel de 36 jeunes femmes et hommes est mis en place	Indicateur 2.1.1 : Nombre de membres (Hommes et femmes) du noyau affilié aux partis politiques les plus représentatifs	0	36 à raison de 2 jeunes par province (1 pour le parti au pouvoir et 1 pour l'opposition)	36 membres du noyau national dont 17 femmes et 19 hommes	Rapport annuel NIMD 2019	Le noyau multipartite des 36 jeunes (19 hommes et 17 femmes) issus des 7 partis politiques a été officiellement installé au cours d'une cérémonie patronnée par le Ministre de l'intérieur (18 issus du parti au pouvoir CNDD-FDD, 5 du CNL, 4 du FRODEBU, 4 de l'UPRONA, 2 de RANAC, 2 de FNL et 1 de l'UPD).
	Indicateur 2.1.2: Nombre de documents produits par le noyau	0	5 (cfr dans le pro doc)	-	Exemplaires des documents produits	Aucun, activités du projet suspendues
Produit 2.2 : Un document de stratégie et son plan d'action sont élaborés	Indicateur 2.2.1. Nombre des documents produits par les jeunes	0	1	1	Rapports du projet	Un document stratégique a été produit et comprend 3 mandats à savoir le mandat technique relatif aux activités du projet, le mandat social relatif au partage des informations et le mandat de représentation/rerelations publiques relatif à la représentation des jeunes auprès des autorités provinciales

Résultats et produits	Indicateurs	Donnée de base	Cible de fin de projet	Résultats atteints	Source de vérification	Commentaires/appréciations
	Indicateur 2.2.2: Nombre de partis politiques dont les représentants du Youth LAB ont validé le plan d'action multipartite	0	7	-	Document produit par les jeunes	Aucun, activités du projet suspendues
Produit 2.3: Une campagne de médiatisation et son plan d'actions sont réalisés	Indicateur 2.3.1: Nombre de principales stations de radios participant à la campagne médiatique de Youth LAB	0	3	-	Fichiers sur la gestion du projet	Campagne médiatique non réalisée, activités du projet suspendues
	Indicateur 2.3.2: Nombre d'outils de médiatisation de Youth LAB produits et diffusés	0	20 (émissions, articles, communiqué de presse...)	-	Rapports de suivi de la campagne médiatique	Aucun, activités du projet suspendues

<p>Résultat 3 : Les partis politiques majeurs les plus représentatifs sont plus ouverts à la participation des jeunes femmes et hommes en vue d'élections pacifiques et inclusives en 2020</p>	<p>Indicateur 3.1.: % de partis politiques les plus représentatifs ayant une attitude positive accrue à l'égard d'une participation significative des jeunes.</p>	<p>0%</p>	<p>100%</p>	<p>Non réalisé</p>	<p>Contenu de la feuille de route sur les engagements sur l'ouverture à la participation politique pacifique plus accrue des jeunes signés par les 7 présidents des partis politiques. Mesure de l'impact auprès des partis politiques réalisée par le NIMD sur le suivi des priorités identifiées des jeunes par parti. Enquête auprès des affiliés de partis politiques (ciblés et non ciblés) pour mesurer le changement d'attitude dans le sens d'une participation significative des jeunes membres Rapport d'évaluation finale indépendante</p>	<p>Ce résultat a été remplacé par un autre : « l'organisation de 16 sessions de formation dupliquées de 288 jeunes (H/F) affiliés aux 7 partis politiques dont 36 jeunes du Conseil National de la Jeunesse du Burundi (CNJB) sur les deux modules en lien direct avec la participation politique et pacifique des jeunes ». Cet autre résultat a nécessité une extension du projet pour le réaliser, mais cela n'a pas été du tout possible à cause de la suspension des activités du projet pendant la période d'extension.</p>
---	---	-----------	-------------	--------------------	---	---

Résultats et produits	Indicateurs	Donnée de base	Cible de fin de projet	Résultats atteints	Source de vérification	Commentaires/appréciations
	Indicateur 3.2 : % des partis politiques les plus représentatifs qui sont plus ouverts à la participation et aux préoccupations des jeunes hommes et femmes en vue des élections pacifiques et inclusives	0 %	80%	100%	Enquête sur les mesures d'impact réalisée par BLTP-NIMD auprès de participants du Youth LAB. Rapport d'évaluation finale indépendante Rapport semestriel 2020	Les formations reçues par les jeunes dans le cadre du projet Youth Lab ont impacté positivement sur la participation des jeunes des 7 partis politiques les plus représentatifs au bon déroulement des dernières élections. Cela s'est manifesté en termes de minimisation des provocations, de prévention de conflits entre les jeunes de différents partis politiques avant, pendant et après les élections.

Annex 2 Liste des enquêteurs

Nom et prénom	Province	Téléphone	E-mail
Dushime Jean Jerry	Cankuzo	+257 79 30 09 06	jerrydushime@gmail.com
Butoyi Claver	Makamba	+257 79 96 48 96	butoyiclav@gmail.com
Munezero Anne	Cibitoke	+257 79 32 33 16	amunezero@gmail.com
Nduwayo Bernard	Muramvya	+257 61 14 24 37	benbernardnduwa@gmail.com
Ndayirindire Espérance	Ngozi	+257 79 32 33 16	ndayirindiren@yahoo.fr
Ntakirutimana Oswald	Kayanza	+257 79 94 65 52	ntakos2005@yahoo.fr
Nisungumugambwe Alexandre	Bururi	+257 79 91 35 14	ninyongabo@gmail.com
Niyonizigiye Pierre Claver	Rumonge	+257 79 98 67 74	niyoniziqiyep@gmail.com
Ndayisenga Vanessa	Bujumbura Mairie	+257 79 40 05 51	vanessandayisenga@yahoo.fr
Kanani Aimé	Gitega	+257 79 29 81 40	kananiaime@gmail.com

Annex 3 Personnes contactées

Nom et postnom	Sexe	Fonction	Telephone	E-mail
Bimenyimana Nestor	M	Conseiller au Ministère de l'Intérieur	257 75972444	Binestor84@gmail.com
Mbonabuca Térence	M	DG de la Formation Patriotique au	257 71240056	mbonabucaterence@yahoo.fr

Nom et postnom	Sexe	Fonction	Telephone	E-mail
		Ministère de l'Intérieur		
Suzanne Kanyange	F	Chargée de suivi et Evaluation des projets PBF	257 71214932	Suzanne.kanyange@one.un.org
Bikorimana Alphonse	M	Coordonnateur National de Projet, Fonds de Consolidation de la Paix	257 79161932 257 75930760	Alphonse.bikorimana@one.un.org
Cissé Augustin	M	Coordinateur du projet Youth Lab	257 76700497	Augustin.cisse@gmail.com
Nsabimana Bernard	M	Chargé du projet Youth Lab	257 79964391	Nsabimana_bernard@yahoo.fr
BUNUNAGI Clémence	F	Formatrice du projet	79434617/ 69517107	bununagi@gmail.com
Esperance NDAYIRINDIRE	F	Formatrice du projet	79766154 / 75226119	ndayirindiren@yahoo.fr
Fabien BARIKEKA	M	Formateur du projet	72 08 45 39/ 68 20 44 90	barikekaf@gmail.com
Anne-Marie BIHIRABAKE	F	Formatrice du projet	75 21 37 66	abihirabake@yahoo.fr
Paul NIYUNGEKO	M	Formateur du projet	72000179/ 69 47 47 47	niyungpaul@yahoo.fr

Annex 4 Responsables des partis politiques contactés

PROVINCE	PARTI POLITIQUE	NOM ET PRENOM	SEXE	ADRESSE DE CONTACT
CANKUZO	UPD	KAGINA Lucien	M	79206149
MAKAMBA	SAH. FRODEBU	NDIRIKIRIRENZA Félix	M	79578144
CIBITOKÉ	CNDDD-FDD	NSEKAMBABAYE Albert	M	69078815
MURAMVYA	UPRONA	NDAYININAHAZWE Bernard	M	79939329
NGOZI	CNDDD-FDD	NDATIMANA Jules	M	69710969
KAYANZA	CNL	NGARUKO Ildephonse	M	75857351
BURURI	UPRONA	NIYONKURU Gilbert	M	79947390
RUMONGE	CNL	Hon. NTAKIYIRUTA Obed	M	71577918
BUJUMBURA MAIRIE	FNL	NSHIMIRIMANA Claude	M	61222850
GITEGA	RANAC	NIJEBARIKO Glorioso	F	79326261

Annex 5 Documents consultés

- 1) Document de projet Youth LAB "01 PBF-IRF-241_Burundi GYPI_NIMD_ProDoc_GATEWAY"
- 2) Rapport semestriel final Youthlab 2019 with annexes
- 3) Rapport annuel 2019 du Projet Youth LAB avec Annexes
- 4) Rapport semestriel 2020 du projet Youth LAB
- 5) Rapport situation de référence et acquisition connaissances_VT 6 mars2020-validé
- 6) Etude sur l'utilisation des compétences des jeunes, leurs perceptions et des histoires de succès
- 7) Note d'orientation technique du Projet YL pour la période de mars - août 2020.
- 8) La vision Burundi 2025
- 9) Constitution de la République du Burundi mai 2018.
- 10) Made for Minds, www.dw.com, scrutin calme au Burundi en attendant les résultats, 20/05 /2020
- 11) Journal le Point international du 20/05/2020, www.lepoint.fr, Allégations d'abus et de fraudes
- 12) Enjeux et orientations stratégiques du PND-Burundi 2018-2027
- 13) Résolution 2250 publiée par le PNUD, www.undp.org
- 14) Ww.bi.undp.org, Mise en œuvre du Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix (PPCP III) au Burundi, le 25 mai 2017, avec l'appui du Fonds pour la Consolidation de la Paix
- 15) Fonds de Consolidation de la Paix au Burundi, Rapport final du projet PBF Jeunes « Participation des jeunes à la cohésion sociale au niveau communautaire »

Annex 6 Termes de référence

Termes de référence d'une mission de l'évaluation finale indépendante du projet YOUTH LAB

Nom du projet : Projet « YOUTH LAB (*Leaders politiques pour l'Avenir de Burundi*) »

Lieu de la mission : Au Burundi (Bujumbura et missions sur terrain)

Période et durée de la mission : 15 janvier 2019 au 20 février 2020 (13 jours de travail effectif)

La présente mission s'inscrit dans un contrat en cours conclu entre NIMD et le Bureau MDF sur le renforcement des activités de suivi du projet Youth LAB.

1. Contexte et justification

L'Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite (NIMD) en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, de la Formation Patriotique et du Développement Local du Burundi, a obtenu un financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix au Burundi pour la mise en œuvre au Burundi d'un projet intitulé « YOUTH LAB (*Leaders politiques pour l'Avenir de Burundi*) ». Le NIMD est en partenariat avec le Burundi Leadership Training Program (BLTP en Sigle), pour la mise en œuvre du projet. La durée du projet est de 24 mois (mars 2018-février 2019).

Le projet vise à contribuer au maintien de la paix au Burundi, à travers la stimulation de la participation non violente des jeunes femmes et des hommes membres des partis politiques à la vie politique au niveau national et dans les partis politiques. Sa mise en œuvre participera à l'émergence d'un paysage politique plus vaste et plus ouvert conformément à la résolution 2250 des Nations Unies et aux orientations de base sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix au Burundi.

Les résultats attendus du projet sont les suivants :

Résultat 1 : Des jeunes femmes et hommes issus des 7 partis politiques les plus représentatifs en termes de couverture nationale utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour participer pacifiquement à la vie politique au sein de leurs partis et à plus vaste échelle.

Résultat 2 : Un noyau de 36 jeunes (femmes et hommes) membres des 7 partis politiques les plus représentatifs formule une stratégie partagée de participation politique pacifique des jeunes du Burundi.

Résultat 3 : Les 7 partis politiques les plus représentatifs sont plus ouverts aux préoccupations et à la participation politique des jeunes femmes et hommes du Burundi.

Le projet a une couverture nationale (toutes les 18 provinces du pays). Ses groupes cibles sont 504 jeunes (50% femmes) membres des 7 partis politiques les plus présents sur le territoire national à savoir : CNDD-FDD, CNL, UPRONA, Sahwanya FORDEBU, RANAC, UPD et FNL.

Les présents termes de référence sont spécifiques à la mission d'évaluation finale du projet et complètent ceux qui sont à la base de la contractualisation entre NIMD et le Bureau MDF, depuis le 1^{er} octobre 2019.

Pour toutes les activités de la mission, y compris l'évaluation finale, le Bureau MDF travaille sous la supervision de l'Expert externe d'appui à la fonction de suivi-évaluation du BLTP qui est l'interlocuteur direct pour la réalisation de la mission.

2. Objectifs de l'évaluation

De manière générale, la présente mission vise l'évaluation du projet susmentionné en termes d'efficience, d'efficacité, de la pertinence en matière de consolidation de la paix et de la durabilité des résultats atteints en vue de fournir au commanditaire et aux parties prenantes au projet les recommandations pour orienter leurs appuis futurs dans le domaine de la consolidation de la paix en général et le renforcement des jeunes leaders politiques pour l'Avenir du Burundi en particulier. L'évaluation pourra vérifier si le projet a été catalytique, sensible au temps, sensible aux risques de conflit, innovant, sensible au genre.

L'évaluation s'inscrit dans le cadre de redevabilité en permettant au Fonds de Consolidation de la paix (PBF/PBSO), au NIMD/BLTP et au Gouvernement du Burundi de faire le bilan de la performance du projet et en tirant des leçons utiles pour la poursuite ou non des interventions relatives aux composantes du projet.

Au niveau spécifique, la mission d'évaluation finale indépendante consiste à :

- i. Mesurer le degré de mise en œuvre du projet en indiquant que les activités étaient pertinentes, bien planifiées, bien réalisées avec l'engagement des bénéficiaires cibles (jeunes et responsables des partis politiques) et des acteurs de mise en œuvre. Par exemple, les jeunes ont-ils acquis des connaissances, le noyau de 36 jeunes est-il multipartite, inclusif et contribue au changement de perception des jeunes au sein des partis politiques ?
- ii. Apprécier dans quelle mesure le projet a contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes identifiés des bénéficiaires dans la formulation du projet, avec référence à la l'analyse de conflit, aux moteurs du conflit et de la paix ;
- iii. Déterminer le niveau de satisfaction des bénéficiaires, apprécier les signes précoces d'impact ainsi que quelques histoires à succès.
- iv. Evaluer la prise en compte de la dimension genre dans la mise en œuvre du projet
- v. Apprécier la perception des parties prenantes (bailleur PBF/PBSO, personnel du projet, bénéficiaires, les membres de la communauté, les autorités administratives) sur la mise en œuvre du projet ;
- vi. Apprécier l'appropriation nationale et les chances de pérennisation des acquis (durabilité)
- vii. Evaluer la performance globale du projet en termes d'efficacité (niveau d'atteinte des résultats), d'efficience (utilisation optimale des ressources) ainsi que la qualité des réalisations par rapport aux prévisions tout en montrant l'articulation avec les priorités nationales et de consolidation de la paix ;
- viii. Montrer si le projet constitue une meilleure solution pour relever les défis dans le contexte actuel ;
- ix. Démontrer les mécanismes de résilience des jeunes face aux facteurs de conflit
- x. Identifier les problèmes rencontrés, les facteurs favorables et défavorables et les défis pendant la mise en œuvre du projet ainsi que les solutions apportées
- xi. Documenter les principaux enseignements tirés en termes d'activités, d'approche, de partenariats et de mise en œuvre ;
- xii. Formuler les recommandations et suggestions sur la mise en œuvre des interventions similaires.

3. Méthodologie de la mission

Une méthodologie sera proposée par la mission d'évaluation finale indépendante (Bureau MDF) pour bien réaliser l'évaluation dans les délais. Elle devra notamment porter sur les éléments suivants :

- i. Une réunion de l'équipe de projet pour la présentation et la validation de la méthodologie ;
- ii. La revue de la documentation disponible (documents de projets, rapports d'activités, rapports trimestriels, annuels, etc.)
- iii. De l'exploitation des résultats d'autres études faites sur le projet par le Bureau MDF ;
- iv. Des entretiens structurés ou semi-structurés, les focus groupes avec les parties prenantes y compris les bénéficiaires, le point focal du bailleur de fonds (ST-PBF), le Ministère de l'Intérieur, équipe de gestion du projet ; représentation de NIMD, autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
- v. Des visites de terrain ciblées dans les provinces du pays pour collecter les données et recueillir les perceptions des bénéficiaires et des acteurs impliqués dans le projet.

Ces éléments de la méthodologie sont à titre indicatif car le Bureau MDF pourra adopter d'autres approches et outils dans l'exécution de la mission tout en consultant la supervision de l'évaluation au niveau du projet Youth LAB en l'occurrence l'expert externe PME qui facilitera la mission. La méthodologie indiquera un plan de travail spécifique et réaliste (en plus du calendrier établi pour les autres livrables contractuels) pour conduire toutes les activités relatives à la mission d'évaluation finale.

4. Livrables de mission d'évaluation

- Une méthodologie spécifique à la mission d'évaluation comprenant un plan de travail détaillé et un chronogramme avec des échéances pour les livrables ;
- Un rapport provisoire sous un format convenu (y compris le nombre de pages) au démarrage de l'évaluation lors d'une réunion de présentation de la méthodologie ;
- Un rapport d'évaluation final détaillé (en français et en Word) respectant le format convenu ; y compris des annexes à savoir les TDR, les personnes rencontrées, les résumés des visites sur le terrain, les documents consultés, etc.

5. Modalités d'exécution de la mission

Elles peuvent être consultées dans le contrat en cours d'exécution et dans les supports qui ont conduit à la contractualisation entre NIMD et MDF.

Bujumbura, le 19 Novembre 2019.

Annex 7 Outils de collecte des données

Outil 1 : Questionnaire aux Jeunes ciblés et non ciblés du projet

- **Notes** : Présentez- vous et expliquez le but de votre entretien avec l'enquêté (Nom de l'enquêteur, expliquez que vous êtes un agent de projet Youth LAB de NIMD-BLTP). Montrez à l'enquêté que son opinion est très importante et que les opinions honnêtes sont appréciées. De plus, la confidentialité est assurée.
- **Encerclez le numéro de la modalité de réponse ou complétez les pointillés** (pas de suggestion des modalités)

Date d'enquête :/ ... /2020 N° Enquêté :

Province d'origine : Commune d'origine :

Noms de l'Enquêté : Noms de l'Enquêteur :

.....

A. IDENTIFICATION DU REpondant

N° Q	Questions	Modalités	Saut
A01	Quel est l'âge du (de la) répondant (e) ? (en années révolues) Ans	
A02	Sexe du répondant	1. Féminin 2. Masculin	
A03	Quel est votre niveau d'études ?	0. Primaires 1. Humanités ou Secondaires 2. Université 3. Autres.....	
A04	Quel est votre état civil ?	1. Célibataire 2. Marié(e) 3. Autre :	
A05	Quelle est votre principale occupation ? (Source principale de revenu du répondant = une seule source principale)	1. Agriculture 2. Elevage 3. Commerce 4. Travail rémunéré 5. Débrouillardise 6. Autre à préciser	

N° Q	Questions	Modalités	Saut
A06	Quel est votre parti politique ?	1. CNDD-FDD 2. CNL 3. FNL 4. RANAC 5. SAHWANYA-FRODEBU 6. UPRONA 7. UPD-ZIGAMIBANGA	
A07	Quelle est votre position dans le parti politique ?	1. Niveau national 2. Niveau provincial 3. Niveau communal 4. Autre :	
A08	Années d'expérience dans le Parti politique	1. 0-5 ans 2. 6-10 ans 3. > 10 ans	
A09	Type de répondant	1. Jeune membre du noyau (excepté les 4 du CNJB) 2. Jeune ayant participé aux formations organisées par le projet Youth Lab /CNJB 3. Jeune non ciblé par le projet Youth Lab	

B. PERTINENCE DU PROJET (Réponse A09 Type de répondant 1 et 2)

N° Q	Questions	Modalités	Saut
B01	Pensez-vous qu'avant le projet Youth LAB il y avait une faible participation des jeunes femmes et hommes aux activités de votre parti ?	1. Oui 2. Non	Si Non aller à B02
	Si oui, quelles sont les raisons ?	0) Ne sait pas 1) 2)	

B02	Le projet Youth LAB a-t-il permis d'apporter des changements dans la participation des jeunes femmes et hommes dans les activités de votre parti politique ?	1. Oui 2. Non						
B03	Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus bas et 5 le plus élevé), dans quelle mesure participez-vous à la prise de décision de votre parti ?	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 20%;">1</td> <td style="width: 20%;">2</td> <td style="width: 20%;">3</td> <td style="width: 20%;">4</td> <td style="width: 20%;">5</td> </tr> </table>	1	2	3	4	5	
	1	2	3	4	5			
Illustrez votre choix par 2 exemples (maximum)	1) 2)							
B04	Sur une échelle de 1 à 5 (1 étant le plus faible et 5 le plus élevé), dans quelle mesure votre voix est-elle prise en compte par les dirigeants politiques dans les processus de prise de décision ?	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 20%;">1</td> <td style="width: 20%;">2</td> <td style="width: 20%;">3</td> <td style="width: 20%;">4</td> <td style="width: 20%;">5</td> </tr> </table>	1	2	3	4	5	
	1	2	3	4	5			
Illustrez votre choix par 2 exemples (maximum)	1) 2)							
B05	Les activités du projet Youth Lab ont-elles été réalisées comme prévues ?	1. Oui 2. Non	Si Oui aller à B04					
	Si non, connaissez-vous les activités du projet qui n'ont pas été réalisées ? Citez-les.	0) Ne sait pas 1) 2)						
	Quelles sont les causes de la non réalisation de ces activités ?	0) Ne sait pas 1) 2)						
B06	Pour les activités réalisées, pensez-vous qu'elles étaient adaptées aux objectifs du projet Youth LAB ?	1. Oui 2. Non						
B07	Pensez-vous que les objectifs du projet ont-ils été atteints ?	1. Oui 2. Non						

	Si oui, quels sont les facteurs qui ont déterminé la réalisation de ces objectifs ?	0) Ne sait pas 1) 2)	
	Si non, quels sont les facteurs qui ont déterminé la non réalisation de ces objectifs ?	0) Ne sait pas 1) 2)	
B08	Pensez-vous que le projet Youth LAB constitue une meilleure solution pour relever les défis de la participation non violente des jeunes dans la vie politique au Burundi et dans les partis politiques ?	1. Oui 2. Non	
	Si Oui, quelles sont les raisons ?	0) Ne sait pas 1) 2)	
	Si Non, pourquoi ?	0) Ne sait pas 1) 2)	

B09	"En ce qui concerne ce que j'ai appris pendant la formation, j'ai ... (Cocher avec ✓)					
		<i>appliqué dans mon travail</i>	<i>prévu pour l'appliquer dans mon travail mais je n'ai pas encore eu la possibilité de le faire</i>	<i>partagé avec mes collègues</i>	<i>partagé avec mon leadership</i>	<i>rien fait avec ça jusqu'à présent</i>
	Module Dialogue					
	Module Entrepreneuriat					
	Module leadership					
	Module Démocratie					

	Module Formation des formateurs						
B10	Pensez-vous que les responsables des partis politiques au niveau provincial ont été impliqués activement dans la planification et la mise en œuvre des activités du projet ?	1. Oui 2. Non					
B11	Quels sont les principaux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du projet ?	1) 2)					
	Ces problèmes ont-ils trouvés des solutions ?	1. Oui 2. Non					

C. DURABILITE (Réponse A09 Type de répondant 1 et 2)

C01	Est-ce que vous vous sentez plus impliqué aujourd’hui dans les activités de votre parti politique ?	1.Oui 2. Non	Si Non aller à C02
	Si oui, comment ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. A travers le Représentant des jeunes au cours des réunions du parti 2. Expression libre de mes opinions pendant les réunions du parti 3. Participation à la prise des décisions 4. Participation à la désignation des représentants du parti 5. Participation à la formation idéologique du parti 6. Autre : 	
C02	Y a-t-il des mesures prises pour renforcer de façon durable la participation des jeunes femmes et hommes dans la prise des décisions au sein de votre parti politique ?	1. Oui 2. Non	Si Non aller à C04
C03	Si oui, lesquelles ?	<p>0) Ne sait pas</p> <p>1)</p> <p>2)</p>	
C04	Pensez-vous que les activités du projet pourront se poursuivre après l’arrêt du financement par NIMD ?	Oui 2. Non	Si Non aller à C05

	Si oui, quelles sont les mesures prises par les responsables du projet, des partis politiques ou des jeunes eux-mêmes ?	0) Ne sait pas 1) 2)	
C05	Avez-vous des suggestions/recommandations pour améliorer les projets similaires futurs ?	1..... 2.....	

Questions réservées aux jeunes non cibles du projet Youth Lab

(Réponse A09 Type de répondant = 3)

N° Q	Questions	Modalités	Saut
D01	Avez-vous déjà entendu parler du projet Youth Lab ?	1. Oui 2. Non	
D02	Si oui, par quel canal ?	a. Bouche à oreille b. Radio c. Pendant la réunion de notre Parti d. Autre (préciser) :	
D03	Connaissez-vous l'existence d'une stratégie de participation politique pacifique des jeunes élaborée par un noyau des jeunes ayant	1. Oui 2. Non	

N° Q	Questions	Modalités	Saut
	participé au projet Youth Lab ?		
D04	Si oui, pensez-vous que vos préoccupations en tant que jeunes femmes et hommes ont été prises en compte dans cette stratégie ?	1. Oui 2. Non	
D05	Si Non, qu'est-ce que vous aurez souhaité inclure comme préoccupations dans la stratégie ?	a. b.	
D06	Observez-vous aujourd'hui au sein de votre parti un (des) changement (s) lié (s) à la participation accrue des jeunes femmes et hommes à la vie politique ?	1. Oui 2. Non	
D07	Si oui, quel (s) changement (s) ?	a. b.	
D08	Avez-vous des recommandations pour une	1.	

N° Q	Questions	Modalités	Saut
	participation accrue et pacifique des jeunes femmes et hommes au sein de votre parti politique ?	2.	

Merci pour votre collaboration

Outil 2. Guide des interviews ciblées pour les informateurs clés.

Contexte

- Quelle était la cause de la faible participation des femmes dans vos activités ?
- Qu'est-ce qui explique la faible participation des jeunes dans vos activités politiques ?

Pertinence

- D'après vous, qu'est-ce qui bloque la participation des jeunes dans les activités politiques de votre parti politique ?
- Le cadre légal du pays favorise-t-il la participation des jeunes aux questions politiques ? O/N, si non pourquoi ?
- Pensez-vous que le projet a contribué à la résolution du problème de participation des jeunes aux activités politiques ? Si oui/ou Non , Expliquer, comment ?

Efficacité du projet

- Comment appréciez-vous le renforcement des capacités des jeunes par le programme YOUTH Lab ? Etes-vous satisfait ou non satisfait ? Pourquoi ?
- Qu'est-ce qui a changé depuis que les jeunes de votre parti participent aux activités de renforcement des capacités du projet Youth LAB ?
- Comment appréciez-vous le renforcement des capacités d'autres jeunes à travers les formations dupliquées ?

- Existent-il des mécanismes dans votre parti politique pour intéresser les jeunes à créer un plan pour renforcer leur participation aux activités politiques ?
- Quels sont les problèmes que vous avez remarqués dans tous les processus et qui ont eu un impact négatif sur l'intervention ?
- Quels sont les mécanismes d'information que vous avez maintenus avec les jeunes en formation ?
- Comment appréciez-vous l'atelier de restitution organisé par les jeunes membres du noyau ?

Efficiéce

- Quels sont les mécanismes à mettre en place pour que les connaissances acquises par les jeunes formés profitent à tout le parti politique ?
- Le projet a pris du retard dans son exécution, quel est l'impact de ce retard dans la mise en œuvre de vos activités ?
- Les activités ont-elles été efficaces par rapport à leurs coûts ? Et comparativement aux autres approches ? (Pour l'équipe du projet seulement)

Effets du projet

- Quels sont les changements dont vous êtes fiers aujourd'hui par rapport au rôle des jeunes dans votre parti politique que vous attribuez au projet ?
- A part l'effet immédiat du projet, y – a- il un effet long terme que vous escomptez en rapport avec le projet ? Les résultats du projet pourront-ils durer après la fin du financement ?
- Quels effets inattendus (positifs ou négatifs) avez-vous constatés pendant le processus d'acquisition des compétences par les jeunes ?
- Quelles recommandations ou suggestions formulez-vous pour des projets similaires futurs ?

Outil 3. Guide de recueil d'histoires du Changement le plus significatif

- 1) Nom de la personne qui collecte l'histoire
- 2) Site d'intervention du projet:.....
- 3) Date :.....
- 4) Temps début:.....

- 5) Identification de la personne participante : nom, âge, Sexe, résidence
- 6) Etat civil de la personne participante
- 7) *En tournant le regard vers les mois écoulés et depuis que le projet Youth Lab a commencé, qu'est-ce qui selon vous, a été le changement le plus significatif (concerne vous-même, les responsables de votre parti politique, les jeunes de votre entourage ou la communauté en général) ?*
- 8) C'est sûr que vous avez peut-être noté plusieurs changements, positifs, petits ou grands. Choisissez le changement qui vous a plus marqué (le plus significatif pour vous) dans le cadre du projet Youth Lab en cours.
- 9) Quel est le changement du point de vue des connaissances, des attitudes ou des pratiques que l'on peut observer dans votre vie, votre famille politique ou votre entourage ?
- 10) Qui était impliqué dans le processus de changement ? C'était où et quand ?
- 11) Pourquoi ce changement est-il le plus remarquable selon votre appréciation ?
- 12) Que pourrait faire le projet Youth Lab pour rendre la situation meilleure ? Que demanderiez au projet de faire pour renforcer davantage le changement que vous avez évoqué ?
- 13) L'évaluateur ou enquêteur lit à haute voix l'histoire et pose les questions suivantes au narrateur de l'histoire : Est-ce que l'histoire a été bien notée ? O/N

Si oui souhaitez-vous donner un titre à cette histoire, quel résumé en quelques mots ?

Note : Domaine concerné à souligner par la personne qui collecte l'histoire (au regard des 4 modules de formation) : Leadership politique, égalité des sexes ; Démocratie, bonne gouvernance et citoyenneté ; Dialogue, communication non violente, plaidoyer et lobbying ; Entrepreneuriat des jeunes.

- 14) Heure à la fin de l'entretien

